



*La prise en compte des enjeux du pétrole dans la
politique extérieure chinoise*

Mémoire de géopolitique

du commandant Olivier Vialade

dans le cadre du séminaire « géopolitique de la Chine »

Directrice: Madame Valérie Niquet

Maître de conférence à l'institut de stratégie comparée

de l'Université Paris I

Mars 2006

FICHE DOCUMENTAIRE

1. La prise en compte des enjeux du pétrole dans la politique extérieure chinoise
2. 2006_memoire_geop_Chine_pétrole_relations extérieures_enjeux_Vialade
3. Commandant, armée de Terre, VIALADE Olivier, France
4. 22 mars 2006
5. Division A – Groupe A1
6. Mémoire de géopolitique

L'envolée récente des cours de cette source d'énergie est notamment imputée à la Chine dont la consommation en pétrole progresse très rapidement. Ce pays est devenu, pour satisfaire une demande grandissante face à son développement économique, un pays importateur de pétrole depuis 1993 et est devenue en 2005 le 2^{ème} consommateur mondial pour cette source d'énergie. Cette évolution a marqué une véritable rupture avec le principe maoïste d'autosuffisance qui a imprégné la culture chinoise. La Chine a pris conscience de sa vulnérabilité essentiellement à travers le prisme pétrolier.

Par conséquent, les questions de sécurité énergétique essentiellement liées à cette source d'énergie, dont la raréfaction est imminente, influent de plus en plus sur les initiatives étrangères de la Chine et sur ses calculs stratégiques. En effet, cette nécessité d'importer du pétrole provenant de l'étranger a deux conséquences paradoxales sur sa politique extérieure, d'une part, elle pousse la Chine à coopérer avec ses voisins et des pays développés mais de l'autre, elle entraîne la Chine dans une concurrence effrénée avec des pays dont ce souci énergétique remonte à plus longtemps. Sa dépendance à l'égard des importations de pétrole, la situation au Moyen-Orient et sa volonté d'autonomie par rapport au Etats-Unis impose à la Chine de diversifier ses sources d'approvisionnement par une politique agressive et sans état d'âme sur fond de pénurie et de hausse du cours du baril.

7. Chine, Pétrole, Enjeux, Politique extérieure chinoise, Etats-Unis.

La prise en compte des enjeux du pétrole dans la politique extérieure chinoise

**PREMIERE PARTIE : LE PETROLE : UN PROBLEME VITAL POUR LA
CHINE**

§§§§§§§§

**DEUXIEME PARTIE : UNE DEPENDANCE CROISSANTE QUI NECESSITE
UNE EXPLOITATION MAXIMALE DES RESSOURCES ET UNE
DIVERSIFICATION DES IMPORTATIONS**

§§§§§§§§

**TROISIEME PARTIE : UNE POLITIQUE EXTERIEURE CONTRASTEE A
CAUSE DU PETROLE**

INTRODUCTION

En ce début de XXI^{ème} siècle les besoins en énergie sont importants. Ils seront amenés à croître dans les prochaines années. Or le pétrole couvre actuellement 40% de ces besoins. L'envolée récente des cours de cette source d'énergie est notamment imputée à la Chine dont la consommation en pétrole progresse très rapidement. Ce pays est devenu, pour satisfaire une demande grandissante face à son développement économique, un pays importateur de pétrole depuis 1993 et est devenue en 2005 le 2^{ème} consommateur mondial pour cette source d'énergie. Cette évolution a marqué une véritable rupture avec le principe maoïste d'autosuffisance qui a imprégné la culture chinoise. La Chine a pris conscience de sa vulnérabilité essentiellement à travers le prisme pétrolier. Elle pourrait devenir aussi dépendante que les états industrialisés face à un événement mondial tel que le choc pétrolier de 1973 ou des conflits sous fond de pétrole comme aujourd'hui.

La croissance chinoise et sa structure énergétique de consommation et de production mettent en exergue une dépendance croissante à l'égard du pétrole ce qui impose à la Chine de faire effort sur ses importations pétrolières. Par conséquent, les questions de sécurité énergétique essentiellement liées à cette source d'énergie, dont la raréfaction est imminente, influent de plus en plus sur les initiatives étrangères de la Chine et sur ses calculs stratégiques. En effet, cette nécessité d'importer du pétrole provenant de l'étranger a deux conséquences paradoxales sur sa politique extérieure, d'une part, elle pousse la Chine à coopérer avec ses voisins et des pays développés mais de l'autre, elle entraîne la Chine dans une concurrence effrénée avec des pays dont ce souci énergétique remonte à plus longtemps. Sa dépendance à l'égard des importations de pétrole, la situation au Moyen-Orient et sa volonté d'autonomie par rapport au Etats-Unis impose à la Chine de diversifier ses sources d'approvisionnement par une politique agressive et sans état d'âme sur fond de pénurie et de hausse du cours du baril. Cette situation entraîne un regain de tensions autour de cet hydrocarbure. L'arrivée d'un concurrent qui pèse 1,2 milliards d'habitant, dont l'émergence économique et sa soif inextinguible de pétrole inquiète non seulement ses voisins mais aussi les grandes puissances occidentales, pourrait entraîner un conflit.

Dans un contexte de hausse des prix du pétrole et d'inquiétude relative à la disponibilité de cette ressource à court terme, l'état des lieux énergétiques de la Chine révèle ses lacunes qui font du pétrole son problème énergétique numéro un. Cette conjoncture délicate explique la volonté chinoise de résoudre ce problème de dépendance croissante par des mesures tant intérieures qu'extérieures. Cependant cette politique tous azimut et pragmatique n'est pas sans conséquence sur les relations internationales de la Chine et notamment vis-à-vis des Etats-Unis.

1. Le pétrole : un problème vital pour la Chine

Dans un contexte où le marché du pétrole est confronté à des difficultés liées à un renchérissement et à une pénurie probable à court terme, la Chine ne parvient pas à faire face à des besoins en pétrole qui explosent en raison d'un développement économique sans précédent. Car la Chine dispose de ressources insuffisantes et difficiles à exploiter qui sont le résultat d'une prospection nationale insuffisamment développée et de carences technologiques dans ce domaine. En effet, les déficiences en matière de production sont aggravées en raison d'un retard technologique dans le domaine de l'optimisation et de l'exploitation des ressources nationales. Ces déficiences sont liées également à des réformes structurelles tardives qui n'ont pas permis, à temps, à l'industrie du pétrole chinois de prendre un essor nécessaire à l'optimisation et à la recherche de ressources nationales. Cependant, dans un contexte de hausse des prix du brut, il est probable que la Chine intensifie sensiblement ses capacités de production qui redeviendraient très rentables. Pour autant, cette inflexion de la politique énergétique nationale ne pourrait avoir des effets qu'à moyen terme. Cette situation se traduit donc aujourd'hui par une importation en pétrole, déjà forte et inévitablement croissante, à court terme, qui est appelée à modifier la physionomie du marché mondial.

1.1. La problématique mondiale liée au pétrole

Malgré un renchérissement en cours et une raréfaction probable à court terme du pétrole, cette énergie demeure indispensable aux pays développés, et en développement, dont la consommation augmente rapidement. Ces deux tendances, incompatibles à moyen ou long terme, vont, à court terme, certainement accroître la compétition entre les pays car il devient évident que le contrôle des ressources énergétiques va devenir un enjeu encore plus important sur la scène géopolitique mondiale.

En ce début de XXI^{ème} siècle les besoins en énergie ne cessent de croître et seront amenés à augmenter dans les prochaines années, notamment en pétrole¹. Le pétrole couvre actuellement 40% de ces besoins. Les réserves prouvées en pétrole sont équivalentes à 29 années de production (niveau de production de l'année 2002). Cette durée de production est la plus faible parmi toutes les sources d'énergie fossile. En effet la durée de vie des réserves pétrolières est passée par un pic en 1983 (33 années) et n'a cessé de baisser depuis cette année, ce qui signifie que les découvertes de pétrole effectuées sur les 23 dernières années ne compensent plus la production annuelle². Compte tenu de la faible durée des réserves conventionnelles et de l'augmentation rapide de la production annuelle, celle-ci va commencer à plafonner à très court terme pour diminuer peu de temps après. Le délai nécessaire à la recherche et à l'exploitation de nouveaux gisements ne permettra pas de pallier, à temps, l'explosion des besoins en pétrole. Selon un

¹ La consommation en pétrole devrait passer de 78 millions de baril/ jours en 2002 à 103 millions de barils/ jour en 2015. Energy Information Administration - International outlook 2005

² « Géopolitique de l'énergie » Aymeric Chauprade

grand nombre d'organismes d'évaluation, ce pic de production pourrait intervenir dès 2010³. Le renchérissement actuel du cours du pétrole ne fait que conforter cette prévision et tend à prouver qu'une baisse des cours à court ou moyen terme est une hypothèse farfelue.

Or le pétrole reste l'énergie de référence car il s'agit d'une matière première liquide donc facile à transporter et facile à utiliser. Le pétrole est une matière première stratégique indispensable dans le secteur du transport et de l'industrie pétrochimique. Sans lui aucune activité économique n'est possible. Et le pétrole sert aussi à faire la guerre. Par ailleurs, le coût de production, variable selon les régions, ne dépasse jamais une quinzaine de dollars. Alors que le prix actuel est de plus de 60 dollars le baril au départ des champs d'exploitation.

Par conséquent, cette situation de « pré pénurie » en pétrole devrait accroître dangereusement les tensions entre les pays pour qui le pétrole demeure un enjeu vital. Le contrôle des ressources énergétiques revêtant par conséquent un intérêt crucial.

Compte tenu de ses besoins grandissant en pétrole, l'avènement de la Chine, en tant qu'importateur majeur en pétrole, ne fera qu'accélérer cette évolution.

1.2. Un besoin en pétrole de plus en plus important (cf. Fig1)

6^{ème} producteur mondial de pétrole, la Chine est aussi le 2^{ème} consommateur mondial⁴ et importe aujourd'hui 45% de ses besoins⁵. Selon la plupart des estimations, ce pays en importera la moitié en 2020 ; l'écart creusé entre la production et la demande par le développement du pays, aggravé par le tarissement progressif des gisements pourrait se chiffrer d'ici à 2010 à plus de 150 millions de tonnes par an⁶. La dépendance croissante de la Chine envers ses importations en pétrole, provient de causes internes. La longue période de croissance économique générée par les réformes économiques entreprises à la fin des années 70, a augmenté grandement les besoins énergétiques de la Chine et tout particulièrement en pétrole en raison de l'évolution inéluctable de sa structure énergétique.

³ Compte tenu du déclin de la majorité des pays producteurs actuels, les pays du Moyen-Orient devraient représenter près de 60% de la production pétrolière en 2020. Or pour que la production annuelle puisse augmenter conformément aux prévisions d'augmentation des besoins, la production devrait être multipliée par 4 d'ici à 2020 ce qui semble irréaliste au regard des progressions réalistes en terme de production et surtout au regard du niveau des réserves actuelles au Moyen-Orient. En revanche, à plus long terme (2020), la hausse des cours actuelle devrait favoriser une recherche plus active en gisement d'hydrocarbures ce qui aura pour conséquence une augmentation des réserves prouvées ainsi qu'une relance des investissements qui participeront à l'augmentation des réserves mondiales de pétrole spécialement au Moyen-Orient où quelques nouveaux gisements devraient être découverts et où le taux de récupération des gisements en production devraient être encore amélioré. De plus la forte augmentation des cours du brut devraient faire basculer en réserves prouvées des réserves qui jusqu'alors étaient considérées comme non exploitable économiquement.

« Géopolitique de l'énergie » Aymeric Chauprade

⁴ La Chine consomme actuellement (en 2005) plus de 6,5% de la production mondiale de pétrole - « An Energy overview of the people's Republic of China » www.fe.doe.gov/international/EastAsia_and_Oceania.chinover.html

⁵ « Stratégies chinoises en Amérique Latines » - François Lafarge - défense nationale - octobre 2005

⁶ « L'énergie, talon d'Achille de la croissance chinoise » - Remi Perelman - futuribles n°296 - avril 2004

Année	Pétrole brut	Raffinés	Total	Variation
2003	91	28,5	119,5	+33,0%
2004	120	36	156	+34,8%
2005 (estimation)	130	30	160	+6,55%

Fig1 : Evolution des importations en pétrole en Chine

1.2.1. Une croissance économique effrénée

L'économie mondiale s'est considérablement amplifiée par la globalisation des échanges et l'économie de marché s'est imposée partout dans le monde y compris en Chine. Depuis plus de 20 ans ce pays voit son économie prendre un essor inédit.

A travers les restructurations des industries et les innovations technologiques et scientifiques, l'économie mondiale s'est développée à un rythme de plus de 2% par an depuis 1994. Après un ralentissement dû à la crise financière de 1997-1998 et à l'attentat du 11 septembre 2001, l'économie mondiale continue sa progression, même si les événements actuels dans le Golfe pourraient la freiner. D'après les prévisions du Front Monétaire International (FMI), l'économie globale pourrait augmenter de 3 à 5 % pendant les 5 années à venir. Au cours des 2 dernières décennies, la Chine a connu deux transitions majeures, passant d'une économie fermée et dirigiste à une économie ouverte et de marché, et d'une population à majorité rurale et agricole à une population urbaine et industrielle. Dans le même temps, son économie en transition rapide est devenue celle d'un acteur de poids, par la formidable transformation en termes de croissance du produit intérieur brut (PIB) – environ 8% par an depuis 1978 – et par l'ouverture sur l'extérieur. La Chine se situe actuellement à la quatrième place dans le commerce international (1% en 1980 et plus de 5% en 2003 du total des échanges), devant la France. Elle est ainsi devenue importatrice majeure, notamment de matières premières bientôt premier importateur d'acier devant le Japon. Les dirigeants chinois ont annoncé lors du XVIe congrès du Parti Communiste Chinois (PCC), en 2002, leur objectif : quadrupler le PIB d'ici 2020, ce qui implique un taux de croissance d'au moins 7% par an pendant cette période. Le PIB chinois dépasserait alors celui de l'Union européenne en 2013 et des Etats-Unis en 2018⁷. A la fin de 2005, le PIB de la Chine avait atteint le 4^o rang mondial devant le Royaume-Uni et la France avec un taux de croissance de 9,5%⁸.

⁷ « Quel avenir pour la Chine ? » Michel Jan - futurible n°296 – avril 2004

⁸ WWW.checkpoint-online.ch

Même si les estimations de croissance varient de façon non négligeable suivant les sources chinoises ou étrangères, une chose est certaine : l'économie chinoise continuera à croître et aura un impact certain sur sa consommation énergétique.

1.2.2. Une consommation énergétique en pleine croissance

La croissance économique rapide de la Chine a conduit à une augmentation brusque de sa demande énergétique pour atteindre le 2^o rang mondial derrière les Etats Unis et devant le Japon.

En six ans, elle est passée de 665 millions de tonnes équivalents pétrole à 935 millions de tonnes équivalents pétrole. Le mélange énergétique de la Chine est composé de 73 % de charbon, 19% de pétrole alors que le gaz naturel couvre environ seulement 2 % des besoins énergétiques actuels et que le nucléaire et l'énergie hydraulique restent parcellaires. La quantité d'énergie primaire va continuer à augmenter dans les années à venir pour, selon les prévisions, atteindre en 2010 entre 1405 et 1774 millions de tonnes équivalents pétrole et vers 2020 entre 1762 et 2691 millions de tonnes équivalents pétrole.

1.2.3. Une modification de la consommation au profit du pétrole

En plus de cette évolution quantitative, la demande en énergie évolue au niveau de ses structures. En effet, l'économie de la Chine étant en voie de développement, des changements dans la demande énergétique sont suscités par une activité industrielle en croissance et une utilisation accrue de l'énergie par des biens de consommation tels que l'automobile ou l'utilisation résidentielle. Cette évolution se traduit par une augmentation de la consommation en pétrole mais révèle également un gaspillage énergétique conséquent.

La répartition des différents carburants dans le mélange énergétique actuel de la Chine révèle les défaillances structurelles de son industrie. Les carburants solides, utilisés principalement pour la production d'électricité, vont rester prédominants mais verront leur part diminuée d'environ 10 %. Ils seront surtout en recul dans les secteurs de l'industrie, du commerce et résidentiel. En revanche, la part globale du pétrole essentiellement, du gaz, du nucléaire et de l'énergie hydraulique va progresser.

L'importance quantitative du charbon (environ 70% du mélange énergétique) relève de l'impact du secteur industriel de la Chine sur la demande énergétique, alors que la Corée consomme une moyenne de 47 % de charbon et que les pays de l'OCDE en sont à 31 %. Ainsi, 85 % de la consommation énergétique dans le domaine de l'acier et du fer implique le charbon. Les modèles de développement technologique auront un grand impact sur la demande future de l'industrie métallurgique. L'industrie de l'acier, du fer et chimique consomme la moitié de la demande industrielle en carburants. La Chine a la plus grande industrie métallurgique au monde mais consomme en moyenne trois fois plus d'énergie, par tonne de métal produite, que les États-Unis. La marge de progression de la Chine est donc très large pour améliorer l'efficacité énergétique de son industrie et modifier profondément son mélange d'énergie primaire.

La demande énergétique actuelle dans le domaine du transport est extrêmement faible. En 1995, elle s'élevait à 9 % de la demande totale alors que dans les pays de l'OCDE elle était de 33% et 29 % dans les

pays en voie de développement. Le quintuplement attendu d'ici à 2020 du parc automobile chinois va peser lourdement sur le bilan pétrolier⁹. Des estimations, se basant sur un taux de croissance de PIB par tête de 5 %, prévoient que la demande énergétique dans le secteur des transports triplera à l'horizon 2015. Cette évolution accentuera encore plus le besoin en pétrole de la Chine. Ainsi la Chine est d'ores et déjà le 2^{ème} consommateur de pétrole derrière les Etats-Unis et la progression des importations est fulgurante. Ce pays a acheté 130 millions de tonnes de pétrole brut en 2005 contre 122 millions en 2004¹⁰ et 70 millions de tonnes en 2002. En 2010, selon des estimations faites par le gouvernement chinois les besoins en pétrole devraient avoisiner 400 millions de tonnes de pétrole (l'année dernière la Chine a produit 175 millions de tonnes de pétrole brut et en a importé 120 millions ; soit une dépendance de 40%).

La demande énergétique de la Chine va donc non seulement augmenter de façon quantitative mais, plus important, va subir un véritable bouleversement dans sa structure au profit du pétrole (cf. Fig 2). Cette tendance à consommer davantage de pétrole se traduit d'ores et déjà par des importations de plus en plus massives compte tenu des difficultés liées à l'exploitation du pétrole chinois et du potentiel limité des réserves de cet hydrocarbure sur le territoire chinois.

Figure 1.1: Total Primary Energy Demand

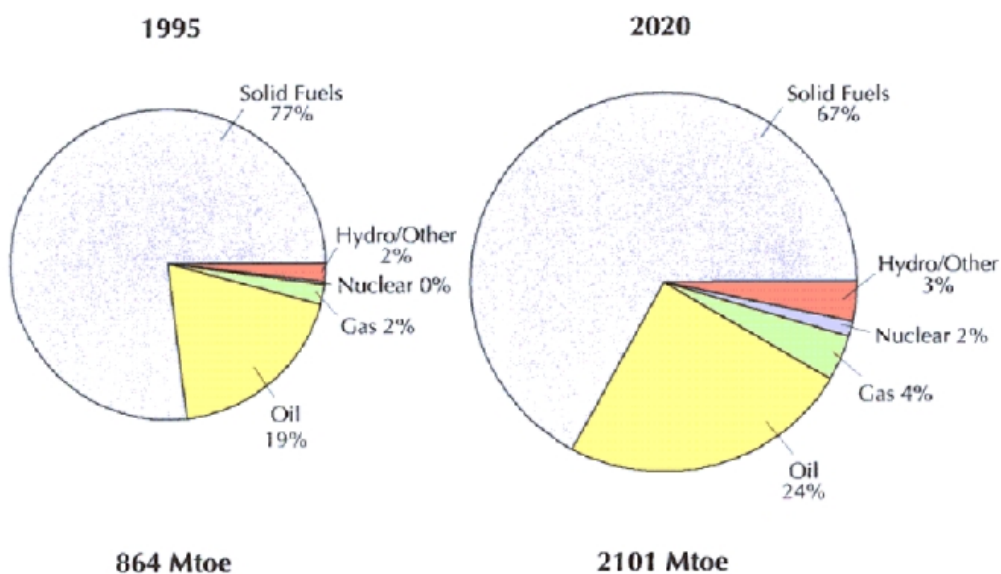


Fig2 : Evolution de la demande énergétique chinoise

⁹ « L'énergie, talon d'Achille de la croissance chinoise » par Remi Perelman – futuribles n°296 – avril 2004

¹⁰ WWW.checkpoint-online.ch

1.3. Une ressource nationale en quantité insuffisante et difficile à exploiter

Bien que 6^{ème} producteur mondial de pétrole, la Chine ne dispose pas d'immenses réserves et ne peut donc espérer faire progresser sa production de pétrole dans des proportions importantes. C'est le problème majeur à laquelle se heurte la Chine car malgré une augmentation de la production, celle-ci ne parvient pas à faire face à la consommation (cf. Fig3). Par ailleurs, dans un pays immense et très peuplé, la géographie économique a favorisé la croissance industrielle et commerciale dans l'Est et le Sud du pays, régions très éloignées des principales réserves de pétrole situées, quant à elles, au Nord et à l'Ouest (cf. Fig4). Pour autant, un niveau élevé des prix du pétrole devrait favoriser à plus long terme une optimisation des ressources nationales.

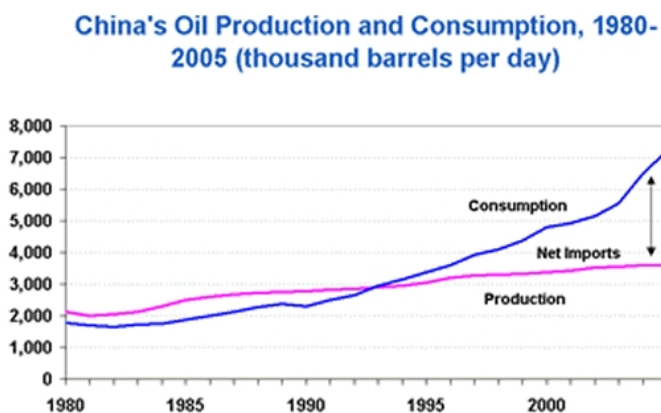


Fig3 : Evolution de la consommation et de la production chinoise en pétrole

Ainsi, La problématique de l'indépendance en pétrole réside dans l'écart en cours d'aggravation entre la production nationale et la consommation. Le pétrole comptait pour environ 20 % de la consommation totale en énergie en 1996. Les projections de l'IEA montrent que cette part atteindra au moins 26 % vers 2020¹¹, avec des importations quotidiennes de 8 millions de barils soit quatre fois la production nationale prévue et plus que les importations prévues des pays de l'OCDE du Pacifique (Japon, Australie, Nouvelle-Zélande) à 7,6 millions de barils par jour. La Chine est devenue le 6^{ème} producteur de pétrole mondial en 2005 avec 170 millions de tonnes produites ce qui correspond à 4,7% de la production mondiale¹² avec une production passant d'environ 0,5 millions de barils par jour en 1970 à 3,8 millions de barils par jour en 1997.

Or, la situation des réserves de pétrole en Chine ne semblent pas en mesure de réduire voire d'interrompre l'aggravation de ce déficit. Celles-ci sont estimées à 23,7 milliards de barils, soit environ 15 ans de consommation. Or ces réserves sont presque en surexploitation. En effet, bien que les réserves

¹¹ World energy outlook 2005

¹² L'état du monde 2005

prouvées en Chine la situent au 6^{ème} rang mondial¹³ (soit environ 24 milliards de barils¹⁴). Durant la période 1996-2001, la production de pétrole brut nationale a dépassé les 1,15 millions de barils, ce qui représente environ 5 à 6% des réserves résiduelles. Mais à la même période, la production mondiale de pétrole représentait seulement environ 2.3% des réserves résiduelles mondiales. L'intensité de la production de pétrole en Chine était pendant cette période une des plus hautes du monde.

Par ailleurs, les principaux gisements tendent à s'épuiser. Les centres de production de pétrole (cf. Fig4) sont encore à l'Est (bassins de Daqing et Shengli). Environ 90 % du pétrole produit provient des gisements terrestres et un tiers de celui-ci est issu des champs pétrolifères de Daqing, situé dans la partie extrême du Nord-est du pays. Daqing a été découvert en 1959 et a permis à la Chine d'être indépendante en pétrole pendant toute une génération. Pour autant, depuis la fin des années 90, ces principaux champs pétrolifères, et d'autres, sont entrés dans une phase de vieillissement. Avec une proportion d'eau contenue dans le pétrole supérieure à 85% et un facteur de récupération moyen des réserves qui s'élève à 70%, ces champs pétrolifères sont en train de s'assécher.

Les possibilités d'augmentation de la production nationale en pétrole résident dans de nouvelles exploitations et la découverte de nouveaux gisements. Les nouveaux bassins sont au Nord, autour de la mer de Bohai, au Nord Ouest : Ordos, et à l'Ouest (dans la région autonome ouïgour du Xinjiang). Les champs pétrolifères en mer les plus développés se trouvent, quant à eux, dans la baie de Bohai, (champs de Bonan, Cao Fei Dian, Bozhong et Luda) un bras oriental de la Mer Jaune située à l'est de Tianjin et à l'ouest de Dalian, un terminal important de pétroliers.

Le pays possède de nombreuses zones inexplorées à la fois sur terre et en mer, mais les espoirs de la Chine ainsi que les perspectives à long terme reposent largement sur le potentiel géologique et le développement du bassin de Tarim situé dans le Nord-Ouest. Il est plus exactement constitué de trois bassins indépendants (bassins de Tarim, Junggar, et Turpan-Hami) dans la région autonome du Xinjiang, marquée par les revendications du peuple Uygur. Les frontières occidentales de la région touchent le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan. L'exploration et le développement y ont été lents, avec des résultats initiaux peu encourageants pour les compagnies pétrolières étrangères qui travaillent dans ce bassin. Les estimations de ses réserves potentielles varient de quelques milliards de barils à plus de 80 milliards ; elles restent néanmoins extrêmement incertaines en général. Les projections de l'approvisionnement pétrolier en provenance de ce bassin reposent sur une réserve estimée à 29,5 milliards de barils. Sous cette supposition, la production va augmenter jusqu'à environ 2010 et alors décliner vers environ 2 millions de barils par jour vers 2020. Cependant la situation géographique de ces bassins, très éloignés des centres industriels, et des zones à forte densité de population pose de toutes façons des problèmes logistiques très lourds (cf. Fig6).

¹³ « An Energy overview of the people's Republic of China »
http://www.fe.doe.gov/international/EastAsia_and_Oceania.chinover.html

¹⁴ 1 baril = 152 litres

Cependant, l'augmentation annuelle de réserves pétrolières qui est très incertaine ne peut compenser la baisse de réserves de pétrole due à une production annuelle en augmentation constante. En conséquence, il existe un déséquilibre entre la production de pétrole et l'augmentation des réserves pétrolières. Celles-ci sont donc en train de s'épuiser.

La pénurie en réserves de pétrole est le défi le plus important que la Chine doit résoudre d'urgence. Cependant, dans un contexte de prix élevé de cet hydrocarbure, la Chine va vraisemblablement accentuer son effort en vue de développer ses capacités de production nationale et de recherche de nouveaux gisements.



Fig4: Les gisements pétrolières chinois

1.4. Les difficultés et les défis à relever pour optimiser la production en pétrole

Il existe beaucoup de défis à relever dans l'industrie énergétique chinoise, et tout particulièrement dans l'exploration et le développement des ressources pétrolières. Mais la production nationale de pétrole n'est pas seulement entravée par un manque de gisement mais aussi par des défauts structurels et des carences technologiques qui conditionnent le niveau de cette production. Cette situation impose de relever le défi de l'adaptation afin d'optimiser les capacités pétrolières chinoises, et de hisser le niveau de la production pour limiter la dépendance en pétrole.

1.4.1. Une infrastructure de transport et de raffinage du pétrole à développer

Dans le passé, des investissements insuffisants, associés à des conceptions et des gestions inefficaces de projet ont limité l'extension de l'infrastructure énergétique de la Chine. En effet, le niveau d'investissement était limité à la moitié du taux de croissance de la demande énergétique sur la dernière décennie.

Les secteurs du transport sont parmi les plus déficitaires. Cependant, après des années de négligence, les récents investissements de la part de la Chine dans le domaine de l'infrastructure ont été plus importants. Ils atteignent une moyenne de 6,5 % du PIB, largement au dessus des pays en voie de développement (4 %) et pas loin du niveau recommandé par la banque mondiale (7 %).

Le pétrole brut est acheminé surtout par pipeline, bien que le réseau ne soit pas achevé, et il doit souvent être transbordé sur le réseau ferré pour atteindre les raffineries (Fig5 et 6). Cela cause une perte d'efficacité mais aussi des surcoûts pour le transport. La Chine possède un réseau de pipelines d'environ 19340 km. Le kilométrage de pipeline a fortement augmenté depuis les années 80 mais, en revanche, le débit d'acheminement du pétrole a progressé de manière beaucoup plus faible, certainement à cause du goulet d'étranglement à l'autre extrémité du réseau. Les espoirs placés par les autorités chinoises dans le développement du bassin du Tarim au Nord-Ouest du pays expliquent la planification actuelle des travaux pour acheminer le pétrole de cette région (Fig 6).

L'autre voie d'acheminement du pétrole, qu'il soit issu de la production nationale en mer ou venant des importations, est maritime. Dans ce domaine, le déficit du réseau d'infrastructures touche les terminaux de réception, les ports, les aménagements de stockage mais aussi les pétroliers. Jusqu'en 2020, les flux de pétrole ou des produits pétroliers importés au niveau national pourraient atteindre 150 millions de tonnes tout au long de la côte. Cela nécessitera de grands investissements tant dans les infrastructures portuaires que dans de grands pétroliers, pour une somme d'au moins 6 milliards de dollars.

L'industrie du raffinage en Chine, quoique développée, nécessite aussi des investissements importants. Celle-ci comprend plus de 100 raffineries (Fig5) et installations pétrochimiques avec une capacité totale d'environ 4.75 millions de barils par jour. Cette évaluation ne prend pas en compte le grand nombre de très petites installations au niveau local. Ainsi, la Chine est une des plus grandes nations en termes de capacité de raffinage en Asie. Au niveau mondial, seuls les Etats-Unis, la Russie et le Japon ont une plus grande

capacité de raffinage que la Chine. Selon la croissance économique de la Chine et l'organisation de la construction de raffineries, le pays devra néanmoins importer de plus en plus de produits pétroliers si la croissance demeure élevée et si de grands investissements dans le domaine du raffinage ne sont pas entrepris entre 2005 et 2010.

La plupart des capacités de raffinages existantes sont vieillissantes et ont été conçues pour raffiner un pétrole de bonne qualité produit au niveau national. Cette limitation physique restreint donc les choix pour l'importation. La Chine n'a pas les capacités adéquates pour raffiner de grands volumes de pétrole produit dans les pays du Golfe persique. Or, la Chine importe de plus en plus de pétrole en provenance de cette région.

De plus, les premières raffineries chinoises ont été construites dans le Nord-est à proximité des premiers champs de pétroles exploités en Chine. Or la principale zone de consommation se trouve dans les régions côtières de la Chine, créant ainsi un déséquilibre renforcé par les lacunes des infrastructures de transport. Pour remédier à cette lacune, la Chine prévoit la construction de deux grands pipelines ou produit pétrolier à travers la région du Nord, l'un de 1000 km, l'autre de 900.

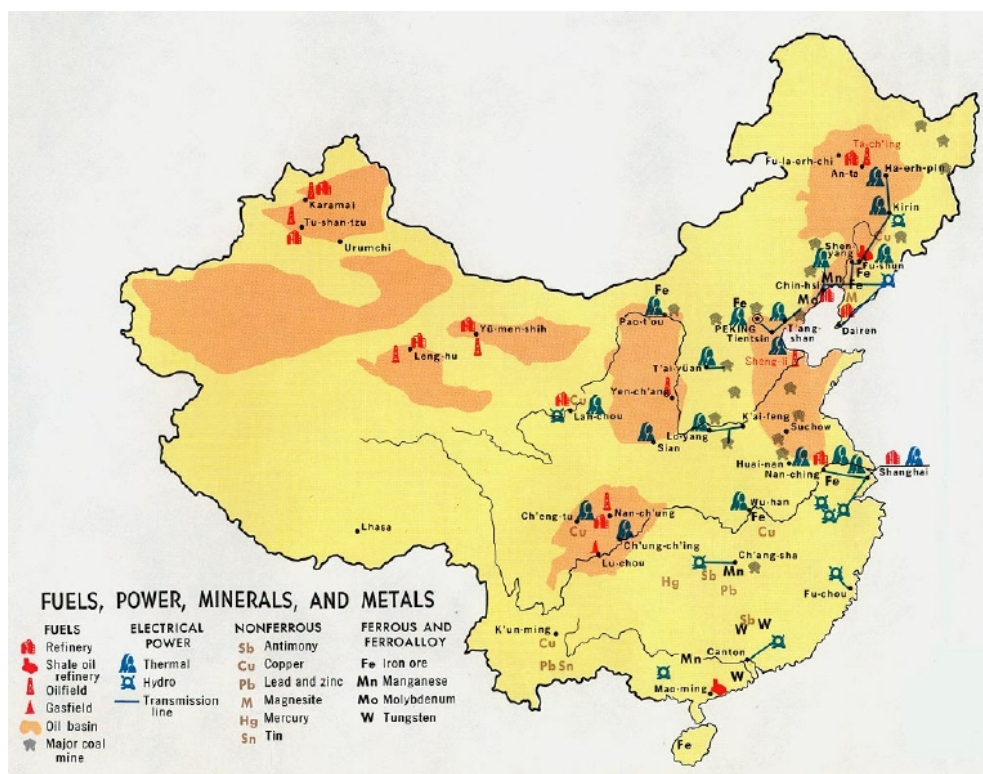


Fig5 : Situation des installations de raffinage



Fig6 : Projet de pipe-line

1.4.2. Des lacunes dans l'innovation technologique

Des lacunes technologiques affaiblissent l'efficacité de l'exploration et le développement des ressources existantes. Ils entravent ainsi l'augmentation possible de la production et des réserves.

En Chine, l'exploration et le développement du pétrole nécessitent des techniques et des méthodes d'exploration complexes. En effet, les caractéristiques des ressources pétrolières sont relativement désavantageuses. La complexité des différentes couches géologiques défavorables à l'exploration entraîne une distribution non homogène dans les différentes strates sédimentaires. De plus, les hydrocarbures sont de qualités inégales avec des profondeurs de forage variables. C'est pourquoi, afin d'optimiser l'exploitation de l'ensemble des ces ressources, la Chine doit perfectionner ses technologies et ses connaissances. En effet des séries de problèmes non encore résolues résident dans les connaissances sismiques, la technologie d'exploration en eau profonde et le développement des réserves peu perméables. La Chine doit donc prendre en compte ces déficiences en ouvrant le secteur énergétique aux investissements étrangers pour profiter des avancées technologiques occidentales.

1.4.3. De nouvelles dispositions institutionnelles à mettre en place

Les caractéristiques typiques du système centralisé dominant encore le secteur énergétique de la Chine. Ce système, en pleine restructuration, a entravé le niveau des investissements et a nuis gravement au développement des capacités de production nationales.

Pour satisfaire la croissance de la demande pétrolière, en 1998, le gouvernement a annoncé une réorganisation et une rationalisation radicale de son système ainsi que la restructuration de certaines entreprises d'état. Avant cette réforme, une organisation par fonction a engendré de nombreux disfonctionnements. Par exemple, l'entreprise en charge de l'exploration et de la production devait vendre

la majorité de son pétrole brut à des raffineries d'état à des prix inférieurs aux prix du marché mondial. Ainsi les profits étaient fortement réduits et limitaient les investissements nécessaires au développement interne du secteur pétrolier. De ce fait, l'industrie pétrolière chinoise a pris un retard considérable. Cette industrie a été réorganisée en deux grands groupes pétroliers gérant le marché non plus par fonction mais par secteur géographique. La China National Petroleum Corporation (CNPC) et la China National Petro-Chemical Corporation (SINOPEC). La répartition géographique entre ces deux groupes octroie à la CNPC le Nord-est, les terres intérieures du Nord et, à la SINOPEC, l'ensemble du Sud¹⁵. Cette grande réorganisation de l'industrie pétrolière a concentré l'industrie chimique et pétrolière dans les mains d'un même organisme : la Commission gouvernementale pour le commerce international et l'économie. Grâce à la division géographique, l'exploitation, la production, le raffinage, la distribution et la vente du pétrole sont exécutés de manière constante. Par contre, si les champs et les raffineries de pétrole sont des activités dont la distinction est clairement précisée, le secteur de la vente n'est pas encore défini clairement.

Ce changement vise à rationaliser, simplifier et à centraliser davantage l'organe de contrôle dans certains domaines de l'industrie. A cette fin, le gouvernement de Pékin a arraché la gestion de différentes parties du système énergétique aux différents ministères souvent en compétition. Les principaux ministères – le ministère du territoire et des ressources naturelles, la commission de planification du développement d'état et la commission du commerce et de l'économie d'état - sont placés désormais sous la tutelle d'un conseil d'état afin de pouvoir mettre en place une stratégie cohérente.

Cette réorganisation vise ainsi à mettre en compétition les acteurs du système énergétique en les séparant des organes de régulation et politique, avec pour conséquences:

- d'accélérer le rythme des décisions gouvernementales par une simplification et une concentration des fonctions du gouvernement;
- d'activer l'industrie pétrolière en la rendant plus rentable;
- de former des entreprises pétrolières de niveau mondial.

Dans le secteur du pétrole, cette nouvelle structure a eu un impact décisif sur les relations croissantes de la Chine avec le reste du monde. Les entreprises peuvent à présent concourir librement à la fois au niveau national et international dans les domaines de l'exploration, de la production, du raffinage et du marché. Bien que certains comparent ce système avec celui de la Corée, elle s'apparente plutôt aux grandes firmes pétrolières et gazières occidentales. Cependant, la réforme éprouve des difficultés à résorber les errements au sein de l'industrie pétrolière chinoise partagée entre la décentralisation des ventes aux provinces, les raffineries des provinces, la Compagnie Nationale pour le pétrole en mer (CNOC) et la SINOCEM. En effet, la SINOPEC et la CNPC ont cumulé les pertes depuis le début de l'année 98 à cause de la réforme des prix initiée en Chine et lorsque le prix mondial du pétrole s'est effondré, engendrant une multiplication des importations. Cependant, le contexte actuel de hausse des prix devrait permettre à ces entreprises

¹⁵ « An Energy overview of the people's Republic of China »
http://www.fe.doe.gov/international/EastAsia_and_Oceania.chinover.html

d'assainir leur situation financière. En outre, cette réorganisation peut facilement évoluer vers la création d'un cartel et vers un commerce régulé par l'état entre les différentes régions pour réduire les déséquilibres entre les zones de production et de consommation.

1.4.4. Un manque d'étude prospective

En raison de ces bouleversements au sein de l'industrie du pétrole chinoise, la prospection de nouveaux gisements a été peu efficace et affecte donc le niveau de la production nationale.

Depuis 1990, l'industrie pétrolière de la Chine a subi des changements majeurs comme nous l'avons vu au paragraphe précédent. Les corporations pétrolières nationales ont œuvré pour prendre pied sur les marchés, et leurs objectifs principaux étaient orientés sur les profits. Elles ont donc sacrifié pendant cette période les études prospectives dans leur domaine. Dans le même temps, avec la réforme et les ajustements de fonctionnement, le gouvernement chinois n'a pas organisé et conduit efficacement des études sur l'ensemble du pays des estimations des ressources en pétrole. Par conséquent, l'étude prospective sur d'éventuelles ressources est restée secondaire par rapport au développement de l'aspect commercial. Finalement, il en a résulté une pénurie sérieuse dans les réserves pétrolières déterminées. Si la Chine n'agit pas dans ce domaine, le volume des importations sera compensé moins efficacement par la production nationale. La Chine pourrait alors se trouver dans une situation plus délicate en ce qui concerne son indépendance par rapport au pétrole.

Les handicaps de la Chine dans le domaine du pétrole se confrontent à un besoin de plus en plus important de cet hydrocarbure ; cette situation se traduit par des politiques dynamiques et novatrices mises en œuvre par le pouvoir chinois.

2. Une dépendance croissante qui nécessite une exploitation maximale des ressources et une diversification des importations

Pour tenter de réduire sa dépendance grandissante en pétrole et sa vulnérabilité potentielle, deux politiques se juxtaposent au niveau central afin d'élaborer la stratégie à adopter pour la politique énergétique de la Chine. L'autosuffisance a été une doctrine dominante pendant quarante ans (1949 – 1989). Mais au fur et à mesure que l'économie s'intégrait dans l'échiquier mondial, cette doctrine a été progressivement abandonnée.

Malgré une volonté de développer la production nationale, en modernisant ses infrastructures à l'aide d'investisseurs étrangers et en pariant sur des gisements nationaux off-shore, la croissance annuelle de la consommation de pétrole, de l'ordre de 6,7%, dépasse largement le taux de croissance de la production (1,62%). La Chine est donc condamnée à importer du pétrole pour combler ce déficit. En outre, la grande vulnérabilité de la Chine à l'égard du pétrole, liée au manque de réserves stratégiques et à l'instabilité au Moyen-Orient, conduit celle-ci à se tourner vers d'autres horizons en investissant de manière substantielle dans les champs pétrolifères étrangers.

C'est ainsi que, parallèlement à la mise en valeur de ses ressources propres, Pékin mène des actions pour pallier les inconvénients de sa dépendance, vis à vis des importations, dans des domaines variés : la création de réserves pétrolières stratégiques, la recherche de sources d'approvisionnement sûres et diversifiées, l'accroissement de la politique d'investissements étrangers dans le système énergétique chinois, et enfin des investissements dans des installations de production à l'étranger, ainsi que dans des pipelines de pétrole et de gaz, soit dans des pays producteurs, soit vers la Chine. Ce pays cherche ainsi à avoir une position plus en vue dans le système global de l'énergie.

2.1. Le développement des capacités de production et de l'autonomie nationale

Le pays n'a perdu que récemment son autonomie pétrolière et met l'accent sur un retour à l'autosuffisance énergétique. La Chine pratique d'abord une politique d'exploitation maximale et de rentabilisation de ses ressources internes dans le but de limiter au maximum sa dépendance extérieure qui ne cesse de croître¹⁶. Les partisans de cette politique mettent en avant l'exploitation de nouveaux gisements, ainsi que l'utilisation des avancées technologiques, les changements de carburant et les gains en efficacité énergétique pour justifier leur position en faveur de l'autonomie. Les événements encore présents dans les

¹⁶ « Chine dépendances énergétiques et mesures de compensation » - Général (CR) Daniel Schaeffer – Diploweb.com Géopolitique de l'Asie – date de mise en ligne : 24 septembre 2004

mémoires, comme les embargos occidentaux et plus particulièrement dans le secteur énergétique, le chaos qui a suivi la coupure des relations sino-soviétiques dans les années 60, soulignent les risques d'une interdépendance énergétique. Par ailleurs, le contexte de hausse des prix devrait favoriser cette politique car devenue plus rentable.

2.1.1. L'exploitation de nouveaux gisements

Cette tendance compte sur la mise en valeur de 2 bassins situés dans le Xinjiang et dans la baie de Bohaie en mer de Chine orientale. Néanmoins, même s'ils contiennent les réserves que les géologues chinois leur attribuent, et si les difficultés d'exploitation et de transport de ce pétrole sont surmontées, leur exploitation à une large échelle ne sera pas suffisante pour couvrir le déficit de la Chine en matière d'approvisionnement pétrolier.

2.1.2. Les importations de savoir faire dans le domaine pétrolier

Depuis le début des années 90 les investisseurs étrangers prennent pied en Chine en vue d'optimiser l'exploitation des gisements chinois et de moderniser le fonctionnement des raffineries.

Avant les années 90, le secteur énergétique chinois et ses éléments directeurs n'ont à aucun moment facilité les investissements de la part d'entités étrangères. Paradoxalement, le secteur énergétique chinois s'est démarqué des autres secteurs économiques qui, suite aux réformes orientées vers l'économie de marché, se sont considérablement ouverts aux investissements étrangers. En revanche, du fait du caractère stratégique donné par le gouvernement au secteur énergétique, les investisseurs étrangers n'avaient pas les garanties nécessaires pour leur implication dans le secteur énergétique de la Chine.

Depuis le début des années 90, la tendance s'est inversée et les autorités chinoises ont surmonté leurs principales réticences à voir des investisseurs étrangers pénétrer le secteur énergétique. La réforme des prix et du marché, associée à la dérégulation naissante de la part de l'état, crée un terrain propice à l'ouverture du secteur énergétique aux capitaux étrangers. Certes le rythme des investissements étrangers dans le secteur rapporté à l'évolution des besoins chinois n'est pas suffisant pour faire face à l'heure actuelle aux nécessités, mais le processus est initié. En ce qui concerne le pétrole terrestre, la Chine a ouvert le développement et l'exploration dès 1985 aux investisseurs étrangers mais dans des régions spécifiques fixées par l'état. Les zones ouvertes sont surtout les régions centrales et occidentales de la Chine où est favorisé le contexte d'investissement. Pékin a également permis l'ouverture du marché national aux entreprises extérieures qui exploitent le pétrole dans le pays. Les investissements étrangers ont été étendus au domaine aval du secteur pétrolier, à savoir les activités pétrochimiques et de raffinage. Ils tendent à la modernisation des raffineries mais aussi à l'exploitation des unités de production par des entreprises étrangères y comprises américaines. Les investissements étrangers, surtout s'ils proviennent de pays exportateurs, dans le domaine du traitement du pétrole peuvent permettre de créer des

liens forts et durables avec la chine. C'est pourquoi, elle tend à étendre entre autres ses relations avec l'entreprise Saudi Aramco, pour permettre la modernisation de certaines raffineries chinoises afin de les adapter au pétrole issu de l'Arabie Saoudite. C'est une façon, en créant des intérêts mutuels, de sécuriser les sources d'approvisionnement surtout quand elles sont issues du Moyen-Orient où la concurrence est de plus en plus forte.

Enfin, dans le domaine de l'exploitation des gisements qui arrivent en fin de rendement, l'exploitation des gisements dans des configurations géologiques complexes, et celle des gisements offshore, la Chine s'est engagée dans une politique de coopération internationale soutenue par des mesures incitatives aux investissements¹⁷.

2.1.3. Elaboration de réserves stratégiques

La pensée classique sur la sécurité énergétique en général et sur les réserves stratégiques en particulier implique des concepts nouveaux pour les politiciens chinois qui cherchent des orientations dans les politiques de sécurité énergétique des autres pays importateurs et notamment ceux de l'OCDE. Ainsi, parmi les mesures décidées pour circonscrire les aléas d'une dépendance extérieure figure la création de réserves de carburants.

En 2002 celles-ci ne permettaient que 15 jours de consommation nationale. En 2006-2008 avec l'achèvement de 4 sites de stockage qui contiendront un total de 6 millions de tonnes de carburants, objectif fixé par le Xème plan quinquennal (2001-2005), la Chine disposera de 35 jours de consommation soit plus de 15 millions de tonnes. En 2010, ce chiffre pourrait être amené à 70 ou 75 jours¹⁸. Deux sociétés pétrolières majeures de Chine, la Sinopec et la Petrochina, construiront quatre bases de réserve. Trois d'entre elles seront situées dans l'est du pays à Zhenhai, Daishan et Huangdao, près de Qingdao, dans la province du Shandong. La dernière sera construite à Xingang près de Dalian, dans la province du Liaoning¹⁹.

En ce qui concerne la taille des réserves de pétrole, la Chine n'a pas besoin d'une réserve aussi importante que le Japon, qui doit importer la totalité du pétrole qu'il consomme. Elle peut satisfaire presque tous ses besoins avec la quantité de brut qu'elle produit. Ainsi, le China Energy Strategy Study (2000-2050) fait référence aux réserves stratégiques pétrolières des États-Unis et du Japon. Elle suggère que la Chine devrait étendre à 64 millions de tonnes en 2010 (soit trois mois de consommation) le niveau de ses réserves stratégiques. Les instituts de recherche de la SINOPEC et de la CNPC ont publiquement suggéré de ralentir la production dans certains champs pétroliers pour garder des réserves dans le sol. Cette proposition est attrayante quand on sait que les infrastructures de stockage sur terre sont rares.

¹⁷ « Chine dépendances énergétiques et mesures de compensation » - Général (CR) Daniel Schaeffer – Diploweb.com Géopolitique de l'Asie – date de mise en ligne : 24 septembre 2004

¹⁸ « Chine dépendances énergétiques et mesures de compensation » - général (CR) Daniel Schaeffer – www.diploweb.com Géopolitique de l'Asie - mise en ligne le 27 septembre 2004

¹⁹ www.QuestionChine.net

Dans le domaine de la construction de ces sites de stockage, les difficultés qui se présentent au gouvernement chinois sont autant techniques qu'administratives. Les chinois doivent, en effet, parvenir à dominer la technologie spécifique des réserves industrielles d'hydrocarbures et celui du roulement des stocks.

2.2. La diversification des approvisionnements pétroliers

Les partisans de cette option acceptent les importations en pétrole comme une conséquence inévitable du succès économique et préconisent d'utiliser l'influence croissante de la Chine sur le marché international de l'énergie pour assurer la liberté de ses approvisionnements. Malgré une forte dépendance de la Chine à l'égard du pétrole du Moyen-Orient, dont la quantité des importations en pétrole s'accroît inexorablement, cette politique de diversification fait en sorte d'atténuer le poids de ce fournisseur incontournable.

La Chine réussit ainsi à avoir une bonne répartition de ses importations : aucun de ses pays fournisseurs ne dépasse 1/5 du total. 80% des importations chinoises sont réalisées avec huit pays de quatre zones régionales bien distinctes : Moyen-Orient, Russie, Afrique (Angola, Congo) et Asie (Vietnam) (Fig 7). Cette politique fait appel aux intérêts commerciaux des grandes entreprises d'état dans les affaires. Dans une certaine mesure, l'incursion des entreprises chinoises dans les marchés internationaux en tant que négociants et investisseurs a déjà établi la présence chinoise et a favorisé cette politique de diversification.

Rang	Pays	Livraisons/an en Mt	Croissance en % / 2003
1er	Arabie Saoudite	17,2	+13,3%
2e	Oman	16,3	+75,7%
3e	Angola	15	+48%
4e	Iran	14	+13%
5e	Russie	10,7	+102%
6e	Yemen	nc	-
7e	Vietnam	5,3	+52,6%
8e	Congo	4,7	+40,8%

Fig7 : Les importations en pétrole en 2004 par rapport à 2003 (*en millions de tonnes*)

Actuellement le pétrole importé provient essentiellement du Moyen-Orient. En 2004 plus de 45% du pétrole importé provient de cette région²⁰ et plus particulièrement d'Iran, du Yémen, d'Oman et d'Arabie Saoudite. Dans cette politique de diversification l'objectif de la Chine est double :

- Il s'agit tout d'abord de diminuer sa dépendance en pétrole vis-à-vis du Moyen-Orient, afin de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier, de surcroit il s'agit d'une zone politiquement

²⁰ « China's global hunt for energy » - David Zweig et Bi Jianhai- Foreign Affairs septembre / octobre 2005

instable et enfin les Etats-Unis ont la main mise sur la plupart des investissements pétroliers dans cette région.

- Ensuite la Chine cherche des zones où il y a des possibilités d'investissement directs : il s'agit d'augmenter le pouvoir de contrôle de l'Etat chinois sur son ravitaillement en pétrole, soit en réalisant des projets de prospection par le biais de joint-venture, soit en acquérant des gisements pour diminuer la dépendance vis-à-vis du marché. Cet objectif rejoint celui de ne pas être sous la férule américaine concernant les importations de pétrole.

Bien que les importations chinoises en provenance du Moyen-Orient continuent à augmenter, les provenances d'importations de pétrole tendent à se diversifier en investissant en Afrique, en Asie centrale et en Amérique latine. Cependant les gisements d'Asie centrale se sont révélés très en deçà des estimations avancées. La Chine, depuis moins d'une décennie, porte désormais une attention plus soutenue à l'Afrique et à l'Amérique latine. Ainsi cette dépendance à l'égard du Moyen-Orient qui était de 50,9% en 2003 est passée à 45% en 2004 alors qu'elle est passée de 24% à 29% en Afrique¹⁷. Par ailleurs, elle est devenue le 2^{ème} importateur de pétrole d'Amérique latine après les Etats-Unis. C'est ainsi que les investissements à l'étranger de la Chine se sont orientés sur plusieurs pays du Moyen-Orient, mais aussi sur l'Argentine, le Bangladesh, le Canada, la Colombie, l'Equateur, l'Indonésie, le Kazakhstan, la Malaisie, le Mexique, la Mongolie, le Nigeria, le Pakistan, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Pérou, la Russie, l'Iran, le Soudan, la Thaïlande, le Turkménistan, le Venezuela et même aux États-Unis. La CNOOC a investi en Indonésie et dans le Golfe du Mexique, et envisage l'extension d'anciens et de nouveaux projets au Moyen-Orient et plus particulièrement en Iran, en Asie Centrale et dans d'autres parties de l'Asie. Mais les efforts principaux se sont orientés principalement vers l'Asie centrale, l'Afrique et l'Amérique latine.

2.2.1. En Asie centrale et en Russie

Depuis 1990 la Chine avance le concept de « pont pétrolier pan asiatique » avec pour double objectif de subvenir à ses besoins en pétrole et étendre son influence en Asie centrale et en Sibérie. Cependant les ambitions chinoises achoppent sur la Russie qui tente de limiter l'emprise chinoise sur la région.

- L'intérêt de Pékin à l'égard des ressources énergétiques de l'Asie centrale entre évidemment dans le cadre de sa recherche de fournisseurs fiables et d'une diversification de ces approvisionnements nécessaires non seulement à la poursuite de l'essor de son économie mais aussi au renforcement de sa sécurité énergétique. Il est de plus renforcé par des considérations purement stratégiques. Depuis 1997, l'intérêt de Pékin s'est porté sur les ressources énergétiques de l'Asie centrale, situées principalement autour du bassin de la Caspienne. Face à la crainte d'un contrôle de Washington sur les ressources pétrolières en provenance du Moyen-Orient, la proximité géographique de la Chine avec les pays de l'Asie

centrale accroît la capacité de pression sur eux en cas de difficultés internationales. De plus, une puissance extérieure rencontrerait sans doute de grandes difficultés si elle tentait de bloquer des approvisionnements pétroliers de la Chine provenant de cette région. La contiguïté géographique de cette région avec la Chine associée à la mise en place d'oléoducs terrestres, reliant directement la zone d'exploitation et le territoire chinois, rendraient Pékin moins vulnérable aux éventuelles pressions extérieures. En revanche, les événements qui ont suivi le 11 septembre, et notamment l'arrivée de troupes américaines sur le sol de l'Afghanistan, tendent à menacer cette option d'approvisionnement prise par la Chine.

Ainsi, la CNPC. a acquis 60 % des parts de la compagnie kazakhe Aktobemunajgaz. L'accord prévoyait l'investissement de 4,3 milliards de dollars en vingt ans au Kazakhstan²¹. Il s'agissait du plus gros investissement étranger jamais réalisé par Pékin. Cet accord lui donnait les droits exclusifs d'exploitation du champ d'Aktyubinsk dont les réserves estimées sont de 590 Mt de pétrole. De la même façon, la CNPC. a également investi 3 milliards de dollars dans une joint-venture avec la firme kazakhe Uzenmunigas pour le développement du champ pétrolifère de Uzen dont les réserves sont estimées entre 130 et 200 Mt. Outre l'acquisition de ces champs pétrolifères, la Chine est intéressée par la construction de deux oléoducs pour le transport des produits de ces champs. Le premier doit transporter le pétrole kazakh vers le territoire chinois sur une distance d'environ 3000 kilomètres. Le montant de ce projet a été estimé 3,5 milliards dollars. La construction de cet oléoduc avance et la section Atyrau-Kentkiyak fonctionne déjà. Celle qui va relier Kenkiyak à Atasu est en voie de conception. Un contrat de 700 millions de dollars a été signé pour les 1240 km qui séparent Atasu d'Alashankou. A partir de là, le pétrole sera acheminé en train jusqu'aux trois raffineries de la région autonome du Xinjiang²². Le second, d'une longueur de 1000 kilomètres, doit également être construit par la CNPC pour relier le champ d'Uzen à l'Iran via le Turkménistan. Le montant du projet a été évalué à un milliard de dollars.

• En ce qui concerne la Russie²³, les relations avec la Chine sont fortement influencées par les hydrocarbures. Malgré des intérêts pétroliers qui semblent convergents, les relations qu'entretiennent ces deux pays illustrent leur méfiance réciproque. Ce sont les enjeux de puissance financière et géopolitique qui expliquent les péripéties que rencontrent les projets de développement dans la région suscités par la Chine. Ce pays est intéressé par l'importation de pétrole en provenance du gisement sibérien d'Angarsk, dans la région du lac Baïkal. Un oléoduc de 2250 kilomètres le reliant à Daqing, au nord-est de la Chine, est étudié depuis 1994 concurremment avec celui qui pourrait déboucher sur la mer du Japon pour

²¹ La filiale internationale de la CNPC (China National Petroleum Corp.) a annoncé le 22 août 2005 son offre d'achat de la 2e société pétrolière kazake, PetroKazakstan (PK) pour une somme de 4,18 milliards de dollars US. Cet accord avec PK n'est que le début d'une tentative qui doit encore franchir plusieurs obstacles au cours des prochains mois : approbation par les actionnaires, accord du gouvernement kazakh, contre-offensive possible du concurrent indien, etc. La presse indienne du 23 a en effet manifesté un certain dépit devant la réussite de l'opération chinoise. PK travaille uniquement au Kazakhstan, où elle produit 7 millions de tonnes de brut et où elle a des réserves de pétrole et gaz intéressantes, ainsi qu'une raffinerie assez moderne (1986), la plus importante du pays

²² « De nouvelles routes pour le pétrole et le gaz » - Rafael Kandiyoti – Le monde diplomatique – Mai 2005

²³ Chine/Russie deux futurs possibles - Rémi Perelman –futuribles - avril 2004

desservir ce pays. Un accord concernant le premier tracé, portant sur 25ans, est signé le 27 mai 2003 pour la livraison par la société russe Loukos à la CNPC de 20 millions de tonnes par an dès 2005, puis 30 millions de tonnes par an à partir de 2010, complété par une livraison par rail entre 2003 et 2006. Cependant ce contrat d'une valeur de 150 milliard de dollars a été remis en cause en octobre 2003 du fait des pressions des Etats-Unis. Le tracé nippo-russe serait en effet devenu prioritaire. Puis, fin 2003, le ministre russe des affaires étrangères annonçait que la Chine et la Russie honoreront leur engagement sur la construction d'un oléoduc liant les deux pays. La récente visite en Chine de M. Poutine (octobre 2004) qui n'a donné lieu à aucun accord sur les querelles de pipelines montre les difficultés persistantes des relations sino-russes dans le domaine du pétrole.

2.2.2. Le Moyen- Orient : région incontournable

Face aux limites des ressources pétrolières nationales, les autorités chinoises ont aussi cherché de nouvelles voies pour améliorer les liens commerciaux et financiers du pays avec les pays producteurs du Moyen-Orient. Le volume des importations chinoises à partir du Moyen-Orient n'a cessé d'augmenter au cours des années. Elles sont passées de 20Mt en 1998 à 50 Mt en 2001. Alors que le Yémen et Oman étaient les principaux fournisseurs 1998, leur part des importations n'a cessé de décroître au profit d'autres pays comme l'Iran, l'Arabie Saoudite et dans un degré moindre le Koweït et les Émirats Arabes Unis. La CNPC a d'ores et déjà signé plus de 20 contrats couvrant l'exploration, le développement et le raffinage dans de nombreux pays du Moyen-Orient.

Cette évolution s'explique par la modernisation significative des installations de raffinage sur les côtes de la Chine pour pouvoir traiter le pétrole brut riche en soufre en provenance de l'Arabie Saoudite ou de l'Iran. En effet, la Chine a recherché à établir des relations d'investissements mutuels avec l'Arabie Saoudite. Elle autoriserait les compagnies saoudiennes à poursuivre des investissements dans le domaine de la pétrochimie et du raffinage sur son territoire alors que les compagnies chinoises s'impliqueraient à des activités d'exploitation pétrolière dans le royaume saoudien. Cette relation a été officialisée en 1999 par un accord signé entre les deux pays. Ainsi en 2001, la compagnie saoudienne, Saudi Aramco a investi dans la modernisation de raffineries chinoises et même dans l'étude de la construction d'une raffinerie dans la province de Shandong.

L'Irak, l'Iran et le Koweït sont considérés par les Chinois comme des marchés majeurs à conquérir car ces pays ont pour objectif de permettre l'augmentation de leurs capacités de production. En effet, les équipements pétroliers dans ces pays sont dépassés et méritent de significatifs investissements.

Ainsi l'Irak attendait la fin des sanctions internationales pour ouvrir la modernisation de huit champs pétroliers et sur laquelle la Chine faisait reposer ses espoirs. En 1997, elle prévoyait que d'ici un an elle serait capable de produire 3 millions de barils par jour et planifiait les investissements en vue de produire 6 millions de barils par jour dix ans après la levée des sanctions de la communauté internationale. Pour atteindre cet objectif, les étapes étaient la modernisation des installations et l'ouverture aux

investissements étrangers pour le développement et la production dans de nouveaux champs pétroliers. Cette opportunité pour les entreprises chinoises est aujourd'hui largement compromise par l'action de l'armée américaine et surtout par la mise sous tutelle américaine de la reconstruction de l'Irak.

L'axe d'effort chinois passe aussi par l'Iran qui est le deuxième plus grand producteur du Moyen-Orient après l'Arabie Saoudite. Le contexte d'investissement est marqué par les conséquences de la guerre Iran-Irak et les sanctions appliquées par les Etats-Unis sur l'Iran. L'état de restructuration et de développement de l'industrie iranienne est une véritable opportunité pour la Chine d'autant plus que les firmes américaines ne sont pas en position de concourir du fait de sanctions unilatérales de la part des Etats-Unis. En janvier 2000, la Chine a signé un accord avec la National Iranian Oil Company (NIOC) pour des explorations dans les régions de Zauareth et Kashan pour un montant de 13 millions de dollars.

Cependant, dans cette région, la Chine doit de manière générale faire face à une compétition intense. Elle est souvent mise en position difficile du fait des lacunes inhérentes à son système pétrolier. Le retard pris au niveau technologique et au niveau des investissements issus de la pesanteur de la gestion centralisée qui a longtemps marqué l'industrie pétrolière chinoise, ne permettent pas à la Chine de concourir pour les projets de développement offshore et gazier, voire même les projets importants, à armes égales avec les compagnies occidentales. Enfin la mainmise américaine sur cette région la pousse vers d'autres horizons.

2.2.3. L'Afrique et l'Amérique Latine

Le continent africain constitue avec l'Amérique Latine les deux nouvelles régions d'investigation qui répondent à la fois au souci de diversification, de minimiser l'implication chinoise dans la région instable du Moyen-Orient et enfin, à celui d'échapper à l'influence omnipotente des Etats-Unis. La Chine convoite tout particulièrement les immenses réserves du Venezuela. La stratégie de la Chine obéit au modus opérandi suivant : s'assurer un approvisionnement énergétique régulier en échange d'investissement.

- Le continent africain recèle près de 10% des réserves et de la production mondiale de pétrole. Aujourd'hui, l'approvisionnement africain représente déjà un quart de la totalité des importations de pétrole de la Chine, et ce taux ne cesse de croître. La prospection pétrolière en Afrique est en pleine extension. Les possibilités d'investissement en Afrique sont étendues.

Jusqu'en 1992, l'Angola était l'unique fournisseur africain d'hydrocarbures de la Chine. Aujourd'hui elle investit ou contracte des accords de livraison d'hydrocarbures avec de nombreux états de la région.

La Chine a commencé à faire effort au Soudan à partir de 1995 où, à l'avenir, les investissements pourraient jouer un rôle crucial pour ses importations. La société CNPC a non seulement pris pied dans le domaine pétrolier mais à contribuer au développement de l'industrie soudanaise. Elle a non seulement pris pied dans le domaine pétrolier mais a contribué au développement de l'industrie soudanaise. La CNPC s'est associée avec l'entreprise Malaisienne Petronas et canadienne Talisman pour passer un accord avec la Sudapet entreprise d'état soudanaise en vue de procéder ensemble à la prospection, l'exploitation puis à

la mise en place d'oléoducs sur le site du bassin de Muglad situé au sud du Soudan²⁴. En 2004 la société chinoise SINOPEC a financé la construction, par une société chinoise, d'un pont sur le Nil.

En Algérie, la même société a participé au développement du champ pétrolifère de Zarzaitine à hauteur de 525 millions de dollars.

La prospection pétrolière s'est récemment étendue au Golfe de Guinée et la Chine entend prendre sa part à la concurrence que se livrent les petites et moyennes compagnies indépendantes canadiennes françaises, australiennes et les grands groupes d'état indiens et chinois.

Les autres sources d'approvisionnement africaines, l'Angola, l'Égypte, le Nigeria, le Congo-Brazzaville ne sont pas à négliger non plus. En 2004, le Gabon est venu s'ajouter à la liste des fournisseurs. Ainsi, à l'occasion du voyage du président Hu-Jin-Tao en janvier 2004 un contrat de livraison de brut à la Chine a été signé pour une durée de trente ans.

- L'Amérique Latine avec 9,7% des réserves mondiales de pétrole permet aussi à la République populaire de Chine de réduire sa dépendance énergétique. En 2004, cette région a fourni 2,4% de l'approvisionnement pétrolier chinois soit 83000 baril/jour, dix fois plus qu'en 2001. Le Venezuela constitue le partenaire majeur dans cette région. La Chine multiplie les investissements dans le secteur pétrolier au Venezuela, en Colombie au Mexique sans négliger les producteurs plus modestes comme l'équateur ou le Pérou.

En août 2003, en équateur, La China National Petroleum Corporation (CNPC) s'est vue accorder un droit de prospection par le président Lucio Gutierrez. Quelques mois plus tard, la China National Chemical (Sinochem) a fait l'acquisition, pour la somme de 100 millions de dollars, auprès de ConocoPhillips de 14% des parts du gisement dénommé « bloc 16 » d'une superficie de 2200 km², dans la province de l'Orellana. Ce gisement, qui offre à la Sinochem 8000 barils par jour, est principalement exploité par la société espagnole Repsol – YPF (55%) et la société taiwanaise, Chinese Petroleum Corporation (CPC) (31%). En 2004, la CNPC a procédé au rachat de la filiale de Plus Pétrol au Pérou, Plus Petrol Norte pour un montant de 200 millions de dollars. Puis à Cuba, en mars 2005, la Sinopec a conclu un accord avec Cubapetroleo (Cupet) afin de mettre en valeur le gisement de Pinard el Rio sur la côte occidentale de l'île. De même, le Mexique fait l'objet des convoitises de la Chine. Les visites du premier ministre Wen Jiabao en décembre 2003, et celle de Hu Jintao en septembre 2005, se sont conclues par la signature de contrats pétroliers. Pour le moment, le Mexique n'exporte pas d'hydrocarbures à destination de la Chine, mais la CNPC a obtenu des permis de forage. Enfin, plus récemment en septembre 2005, le consortium Andes Petroleum mené par le CNPC, a racheté les intérêts de la société canadienne, EnCana pour 1,4 milliards de dollars. Par cette opération, la Chine pourra disposer d'une production pétrolière de 75000 barils par jour et d'une réserve estimée à 143 millions de barils.

²⁴ « La Chine, le pétrole et l'Afrique » - par Chung-lian Jiang – Geopolitis.net 28-11-2004

Pour autant, en Amérique Latine, le Venezuela constitue la pièce maîtresse de la Chine. Il détient les réserves de pétrole les plus importantes du continent américain : 6,5% des réserves mondiales soit davantage que le Canada, le Mexique et Etats-Unis réunis. La coopération pétrolière est déjà fructueuse. La Chine prévoit d'investir 350 millions de dollars dans la mise en valeur de quinze champs pétrolifères (qui pourraient receler un milliard de barils de pétrole). En 2004, la Venezuela assurait 0,5% des importations pétrolières de la Chine avec 12000 barils par jour. En 2005 ce volume devait être multiplié par six pour atteindre 68000 barils par jour, soit 1,8% des importations totales de la Chine. Les deux pays ont fondé une société commune, afin de mettre en valeur le gisement de Zumano dans l'état d'Anzoategui dont les réserves sont estimées à 400 millions de barils. Grace à ces investissements, la Chine devrait pouvoir multiplier par près de cinq le montant des importations annuelles qui atteindraient dans moins de sept ans, 110 millions de barils de pétrole en provenance du Venezuela.

Ce développement sous tous azimuts des capacités d'approvisionnement en pétrole, qui comprend les capacités internes et des importations de plus en plus importantes, constituent des priorités nationales pour le pouvoir chinois. Elles ont d'ores et déjà des répercussions importantes sur sa politique extérieure.

3. Une politique extérieure contrastée à cause du pétrole

Pour la Chine, menaces extérieures et stabilité interne sont étroitement liées. Ayant réussi à éliminer les menaces sur ses frontières et à développer des relations de coopération avec leur voisins, elle estime être passé du concept de défense du territoire à celui de défense du développement. Or ce développement économique implique bien sûr des importations pétrolières qui vont en s'accroissant. Le besoin d'assurer un approvisionnement sécurisé est un facteur nouveau et d'une importance croissante dans les calculs de politique étrangère chinoise. Pour faire face à cette problématique énergétique, la politique chinoise s'organise autour de deux axes : garantir l'accès aux réserves mondiales de pétrole et assurer le bon acheminement de ces ressources jusqu'en Chine.

Les impératifs d'approvisionnement réguliers en pétrole infléchissent la politique extérieure chinoise de manière contrastée : Elle tend d'une part à promouvoir une coopération accrue, régionale et mondiale, et d'autre part elle se concrétise par un raidissement diplomatique et un pragmatisme sans états d'âmes dès lors que sont en jeu ses intérêts dans le domaine du pétrole. Enfin, sa quête effrénée de pétrole, sur fond de pénurie à court terme, la conduit à piétiner allègrement les plates bandes américaines, ce qui pourrait aboutir à un conflit ouvert entre ces deux pays.

Les impératifs de la Chine, et ce contexte de pré pénurie en pétrole, se traduisent par une politique de coopération avec des pays voisins qui tend à la stabilisation régionale. Cette coopération se situe également dans le domaine des savoir faire liés au pétrole où la Chine a besoin de la technologie occidentale. Mais ces impératifs débouchent également sur une diplomatie liée au pétrole particulièrement active et pragmatique et la politique chinoise en vue de multiplier les investissements dans le domaine de l'exploitation pétrolière la conduit ainsi à courtiser des pays mis au ban des nations et à user, dans ce but, de moyens que réprouve la communauté internationale. Certains analystes pensent que l'inclusion de la dimension pétrolière dans la diplomatie chinoise aurait commencé à jouer un rôle dans les disputes frontalières. On peut constater que dans son environnement immédiat, la Chine adopte une attitude agressive uniquement guidée par le souci de l'approvisionnement. Ainsi, la Chine se révèle intraitable dès lors que sont en jeu ses voies d'approvisionnement ou des réserves off-shore. La souveraineté sur Taiwan ou sur la mer de Chine du sud semble rejoindre la préoccupation sécuritaire des voies d'approvisionnement et liée à la recherche de gisements. Cette attitude, de nature à détériorer l'image de la Chine aux yeux de la communauté internationale, pourrait dans un contexte de pré pénurie, également dangereusement provoquer les Etats-Unis, leur concurrent n°1 dans le domaine du pétrole. Car, ainsi que l'a analysé le premier chapitre, la croissance des besoins en pétrole dans le monde risque de ne pas être compensée par la croissance de l'offre à court terme. C'est pour cela que les 2 plus grands consommateurs de pétrole se livrent d'ores et déjà à une concurrence acharnée à l'échelle du monde en vue de contrôler

les accès à cette ressource. La Chine refusant de dépendre du bon vouloir des Etats-Unis pour son approvisionnement. Entre ces deux pays, la question pétrolière pourrait constituer un « casus belli ».

3.1. Le pétrole : une raison pour coopérer

Dans une certaine mesure la dépendance en pétrole de la Chine favorise son ouverture au monde à travers une coopération nécessaire à ses besoins en pétrole. A travers cette coopération, ce pays vise à stabiliser son environnement afin de sécuriser son approvisionnement avec les pays de la région qui partagent des intérêts avec la Chine dans le domaine du pétrole. Cette coopération internationale se développe également dans l'acquisition de techniques d'exploitation des gisements. Pékin fait ainsi appel à certains savoir-faire étrangers, notamment en exploration où elle connaît de nombreuses insuffisances dans les techniques suivantes : exploitation des gisements qui arrivent en fin de rendement, exploitation des gisements situés dans des configurations géologiques complexes, et celle des gisements off-shore. Elle s'est engagée dans une politique internationale de coopération soutenue par de mesures incitatives aux investissements. Par ailleurs, La Chine pourrait jouer un rôle important de liaison entre les fournisseurs d'approvisionnements énergétiques (Russie, Asie centrale, Moyen-Orient) et les principaux consommateurs de l'Extrême-Orient (Chine, Japon, Corée du sud). Cependant, les divers projets de canalisations pour le pétrole demandent de lourds investissements qui imposent des relations politiques stables et des relations énergétiques à long terme dans la région.

3.1.1. Un axe de coopération avec ses voisins situés au Nord-est.

La relation énergétique triangulaire avec le Japon et la Corée s'établit autour de la Mer Jaune en Asie Orientale et joue un rôle stabilisant pour toute la région en raison d'intérêts réciproques bien compris dans le domaine des hydrocarbures. En effet, la Chine a besoin de sécurité et d'appuis financiers dans le domaine de la réalisation d'infrastructures liées au pétrole ; quant au Japon et à la Corée, ils considèrent la Chine comme l'axe de transport incontournable pour leurs importations en provenance du continent asiatique. Par ailleurs, la Chine s'implique davantage dans les activités de développement du pétrole dans les pays d'Asie du Sud même si elle donne la priorité à d'autres régions du monde pour ces approvisionnements énergétiques.

Le Japon, la Chine et la Corée du sud sont les plus importants consommateurs en énergie et notamment en pétrole et représentent aux alentours de 50 % de la consommation totale de la région. La sécurité économique japonaise et coréenne est largement dépendante de la stabilité des importations étrangères. Ces trois pays consommateurs ont donc des intérêts communs dans le développement de liens durables avec les différents producteurs énergétiques. Dans le même temps, chacun a le même souci d'assurer la sécurité et la stabilité de leurs importations.

La Chine est non seulement un marché émergent mais aussi un véritable axe de transport vers le Japon et la Corée du Sud. Ces deux derniers pays prennent conscience de la position avantageuse de la Chine mais aussi de l'importance d'utiliser les sources énergétiques russes ou en provenance d'Asie centrale. Afin

de réduire leur désavantage géographique, le Japon et la Corée du Sud ont investi dans les ressources liées aux hydrocarbures en Russie et en Asie centrale d'une part et cherchent à coopérer avec la Chine dans le domaine du transport d'autre part.

Réciproquement, la Chine va devoir jouer un rôle important dans la résolution du conflit entre la Corée du Nord et la Corée du Sud afin trouver un appui financier coréen pour la réalisation de ses projets. En effet, la Chine a besoin de soutiens financiers pour la réalisation de ses projets de transport énergétique. Afin d'assurer la sécurité des importations, la Chine doit traiter les facteurs d'insécurité et d'incertitude qui pourrait apparaître dans cette région du monde. Cette coopération accrue dans le domaine des hydrocarbures a pour conséquence un intérêt croissant pour la Chine à stabiliser cette région, notamment dans la péninsule coréenne.

C'est ainsi que récemment, la Chine a joué un rôle accru dans les organisations régionales du Sud-est asiatique et a montré la volonté de soutenir les pays pour surmonter la crise économique. L'implication limitée de la Chine dans les questions régionales et ses faibles relations bilatérales avec chacun de ses voisins du sud a entravé le développement de coopérations énergétiques durant les dix dernières années. Or, l'intérêt que porte l'ensemble de ces pays sur les ressources énergétiques de la mer de Chine méridionale nécessite une coopération accrue si on ne veut pas voir de conflits éclater.

3.1.2. La Russie : le fournisseur le plus proche

La Russie devient pour la Chine une alternative aux ressources du Golfe persique. Cependant les enjeux du pétrole n'ont pas l'impact attendu sur l'évolution de leurs relations.

Etant donné la proximité de ces deux pays, les similitudes qu'ils partagent dans les réformes vers l'ouverture de leur économie de marché et dans leurs approches respectives des affaires, il paraît très naturel pour la Russie de devenir un fournisseur en énergie stable, même si elle n'en est pas le principal, de la Chine. La Russie est le troisième plus grand producteur de pétrole dans le monde et le plus proche de la Chine. Cependant la politique de coopération énergétique chinoise en Russie est largement bridée par la Russie elle-même qui se méfie de son encombrant voisin avec lequel elle a un lourd passif.

Ainsi les réalisations entre ces deux pays révèlent finalement une coopération limitée. Des investissements importants de la part de la Chine dans les champs pétrolifères russes sont peu probables car ses efforts se sont résolument tournés vers le Moyen-Orient et l'Asie centrale. De plus, les facteurs historiques entre les deux pays restreignent une dépendance accrue entre les deux états tant au point de vue stratégique qu'économique.

La Russie pourrait être intéressée par le client chinois. En effet, actuellement, la Russie dépend à 80% du marché européen pour ses ventes d'or noir. Les récents événements d'Ukraine et de Biélorussie, qui

éloignent ces deux républiques de la Russie, de même que l'extension vers l'Est de l'OTAN poussent les responsables russes à diversifier leurs ventes. Les russes envisagent donc de construire une dérivation à partir de la ligne principale de l'oléoduc évoqué dans la partie n°2 afin de servir Daqing. Mais l'intérêt de la Russie dans la stratégie pétrolière de la Chine reste ambigu.

Malgré tout, il n'est pas dans les intérêts géopolitiques de la Chine d'exclure la Russie de sa liste de fournisseurs potentiels d'énergie. Si un projet de "pont énergétique pan-asiatique" émerge, il ne pourrait pas se conduire sans un consentement minimum de la part de la Russie.

En effet, la Russie possède des leviers d'influence efficaces envers Pékin et Almaty qui rendent impossible pour l'une ou l'autre capitale d'ignorer Moscou dans leurs discussions. L'influence de la Russie sur la Chine repose sur l'étendue générale de leurs intérêts communs dans le cadre de leur association stratégique. La frontière stabilisée, un rapprochement militaire important et un appui inconditionnel de la Chine sur la question de Taiwan sont des paramètres importants dans les relations russo-chinoises. Pour cela, il est peu probable que la Chine mette en péril ces relations pour l'Asie Centrale.

En ce qui concerne le Kazakhstan, il y a une communauté de six millions de Russes dans le pays, ce qui pèse dans les relations entre les deux états.

On peut donc vraisemblablement penser que le comportement mutuel des Russes et des Chinois en Asie Centrale visera probablement à un compromis. Même si des intérêts pétroliers réciproques ne les portent pas à une coopération importante, ce n'est pas dans l'intérêt des deux géants régionaux de créer une nouvelle sphère de confrontation géopolitique en Asie Centrale.

3.1.3. Un partenaire qui s'impose

Il y a de multiples raisons pour que les relations liées à l'énergie pétrolière entre les États-Unis et la Chine s'intensifient. L'impact de la politique de sécurité américaine sur tout pays important de l'énergie dans le monde est indéniable. Par ailleurs, la Chine a besoin du savoir faire américain.

Les réflexions américaines sur la sécurité au Moyen-Orient, en Asie Centrale, en Asie du Sud-est, dans l'océan Indien, l'océan Pacifique et sur les voies maritimes en mer de Chine méridionale sont des paramètres fondamentaux pour la stratégie chinoise dans le domaine de l'énergie.

Les États-Unis sont aussi le plus grand consommateur de pétrole et le troisième plus grand producteur dans le monde. Ils absorbent la plus grande partie du pétrole du Moyen-Orient et par toutes ces capacités exercent une influence prédominante sur le marché du pétrole mondial.

Avec la dépendance croissante actuelle de la Chine à l'égard du pétrole du Moyen-Orient, le rôle des Américains devient très important. Les principales compagnies pétrolières mondiales capables d'investissements à l'étranger, stratégiquement importants et possédant les technologies modernes d'extraction, sont soit des compagnies américaines soit des compagnies multinationales dominées par les capitaux des États-Unis. Leur aptitude à façonner le marché du pétrole mondial, ainsi qu'à investir dans le secteur énergétique chinois est évidente.

Par conséquent la Chine peut difficilement ne pas considérer la position prédominante des Etats-Unis dans le domaine du pétrole et doit notamment coopérer en vue de bénéficier du savoir-faire américains dans tous les domaines technologiques liée à cette industrie.

La politique de coopération renforcée n'est qu'une facette de la stratégie chinoise visant à faire face à sa problématique dans le domaine du pétrole.

3.2. Des liaisons dangereuses et des pratiques désavouées

Le discours tiers-mondistes de la Chine, qui se proclame le « plus grand pays en voie de développement du monde », et son pragmatisme, lui permettent de passer des marchés avec des pays mis au ban des nations en monnayant son attitude au sein du conseil de sécurité de l'ONU. Cette attitude inquiète les gouvernements occidentaux soucieux de marginaliser certains Etats parias. De plus, la Chine utilise l'armement, voire la haute technologie, comme moyen de paiement. Ces pratiques contribuent à détériorer son image aux yeux de la communauté internationale et portent atteinte à la stabilité mondiale.

Son mépris intégral de la loi américaine d'Amato²⁵ qui, il est vrai, ne la concerne pas, permet à la Chine de passer des marchés avec des pays tels que le Soudan et l'Angola. On peut même supposer que la décision d'accélérer le pardon du président Kadhafi pour l'attentat de Lockerbie a permis aux pays occidentaux d'éviter de se voir souffler une part importante des ressources pétrolières libyenne par la Chine. Ainsi, la Chine se sert de sa place éminente au sein du conseil de sécurité des Nations Unis pour soutenir politiquement ses pays fournisseurs d'hydrocarbures.

Le soutien chinois est d'autant plus précieux que ces pays sont sanctionnés par les Nations Unis pour des raisons de violation des règles internationales. En contrepartie, la Chine attend des conditions préférentielles à la coopération dans les domaines pétroliers. C'est ainsi que lorsque des conflits frontaliers ont été provoqués par l'Angola et par le Soudan, la Chine a prêté un soutien diplomatique et militaire ferme à ces deux pays. Le rapprochement entre la Chine et le Soudan a permis à ce dernier de bénéficier de la bienveillance de son partenaire au conseil de sécurité et ainsi de contourner les sanctions des Nations Unies. Par ailleurs, alors que 11% des importations chinoises en pétrole proviennent d'Iran²⁶, le soutien, à peine voilé, de la Chine à ce pays, sur le dossier nucléaire, illustre également cette attitude chinoise.

Au surplus, Pékin compense partiellement le prix des importations par de l'armement, voire même par de la technologie de pointe comprenant le nucléaire. En 1995, lorsque le Nigeria a été isolé et sanctionné par la communauté internationale, pour l'exécution de neuf dissidents politiques, les autorités chinoises ont continué à vendre des armes à ce pays en dépit de la forte pression internationale. Ayant des options limitées quant à la projection de forces dans la région, Pékin a utilisé ses ventes d'armes en Iran, en Irak, en Libye voire même en Arabie Saoudite comme un élément primordial de sa politique régionale. Cette

²⁵ Loi d'Amato : loi américaine qui interdit aux entreprises américaine de commercer avec des pays désignés comme états voyous

²⁶ « China's global hunt for energy » - David Zweig et Bi Jianhai - Foreign Affairs septembre/octobre 2005

politique serait facilitée par l'insertion d'entreprises exportatrices d'armement dans des consortiums pétroliers formés pour l'exploitation des champs pétroliers. D'une part ces ventes d'armes, comprenant des éléments de technologie à usage nucléaire sophistiqués, donnent une occasion à la Chine de gagner un point d'appui dans la région et de développer un lien stratégique à long terme pour conforter ses intérêts énergétiques. D'autre part, les ventes d'armes permettent de diminuer le coût d'importation de l'énergie en provenance du Moyen-Orient. Ce qui est particulièrement précieux pour la Chine étant donné l'augmentation attendue du volume des importations Chinoises et une augmentation des prix sur le marché pétrolier.

3.3. Une Chine plus menaçante à sa périphérie (cf. Fig8)

L'exacerbation des besoins en pétrole, à laquelle est soumis les pays consommateurs, conduit à des rivalités tant au niveau mondial que régional. La Chine, progressivement dépendante à son tour de l'extérieur, par pétroliers ou voies terrestres d'Asie centrale et de Russie, s'arme progressivement contre les risques de pirateries et de sabotage. La présence de réserves importantes à sa périphérie et la recherche d'alliance destinées à sécuriser ses axes d'approvisionnement coïncident avec sa lutte contre les irrédentismes à sa périphérie et dans son proche voisinage. Ces actions concourent à son raidissement diplomatique régional, même si elle s'inscrit dans une coopération renforcée.

Ainsi sa lutte contre les Ouïgours au Xinjiang pourrait s'intensifier en raison des réserves de pétrole devant être exploitées et du fait qu'il s'agit d'une véritable plaque tournante pour le pétrole importé d'Asie Centrale²⁷.

Dans le cadre de sa politique de recherche de gisement en national, La Chine est amenée à soutenir vigoureusement un certain nombre de revendications territoriales sur sa périphérie, parfois très lointaine. Parmi celles-ci figure la prétention à la possession de la totalité de la mer de Chine méridionale (cf. Fig8.), et pas seulement sur les 4 archipels qui la parsèment. Outre les aspects stratégiques relatifs à la sécurisation de cet axe majeur pour les importations en pétrole, la présence de réserves en pétrole estimées à 17,7 milliards de tonnes expliquent ces prétentions²⁸.

Le pétrole, et son acheminement dans des quantités toujours plus importantes par les voies maritimes ont tout naturellement accru les tensions sur le détroit de Malacca par où transite les 4/5 des importations en pétrole de la Chine²⁹. Il semble indéniable aujourd'hui que la Chine n'est pas disposée à tolérer une quelconque menace sur cet axe énergétique majeur. Le sentiment de vulnérabilité de la Chine, incapable pour l'instant d'assurer seule la sécurité sur cet axe, stimule sa volonté de réarmement et sa susceptibilité concernant les attitudes américaines et taïwanaises. Il est évident que la puissance maritime américaine

²⁷ « L'énergie, talon d'Achille de la croissance chinoise » - Rémi Perelman – *futuribles* n°296 – avril 2004

²⁸ « Chine : dépendances énergétiques et mesures de compensation » - général (CR) Daniel Schaffer - *diploweb.com* – mise en ligne 24 septembre 2004

²⁹ Environ 60 à 70 % des importations de pétrole en provenance du Moyen-Orient et de l'Afrique passe par le détroit de Malacca

peut menacer les voies maritimes d'approvisionnement reliant le Golfe Persique et la mer de Chine méridionale à travers lesquels passe la plus grande partie des importations de la Chine. En effet, la marine chinoise, bien que déjà conséquente, est loin d'être capable d'assurer la propre sécurité de ses voies d'approvisionnement.

La demande accrue en énergie des zones côtières de la Chine tant en pétrole qu'en gaz pourrait inciter la Chine à étendre ses activités d'exploration et de production dans la mer de Chine Méridionale et plus loin. Cependant, la demande énergétique des autres pays d'Asie du Sud-est, en croissance également, pourrait créer une concurrence importante. Le Vietnam, les Philippines, la Malaisie et l'Indonésie, tous en voie de développement, ont des intérêts économiques importants dans les ressources en hydrocarbure en mer ainsi que dans la liberté de circulation maritime.

La Chine dans son environnement stratégique immédiat



© Questions internationales, numéro 6, La Documentation française, Paris, mars-avril 2004.
<http://www.ladocfrancaise.gouv.fr/revues/qi/sommaires/6/sommaire6.shtml>

Fig8 : la Chine dans son environnement stratégique immédiat

3.4. Des relations de plus en plus difficiles avec les Etats-Unis et le Japon

La Chine, les Etats-Unis et le Japon partagent des préoccupations analogues en ce qui concerne les importations en pétrole mais ne mènent pas de politique concertée dans ce domaine. Ainsi, les Etats-Unis considèrent que la politique extérieure chinoise vis-à-vis de certains Etats est irresponsable. Et les chinois, quant à eux, considèrent les Etats-Unis comme la menace principale pour la sécurité énergétique de leur pays. Ils estiment que l'affrontement énergétique avec les Etats-Unis est inéluctable et n'hésite pas à défier ce pays dans sa politique de recherche active en investissements et en approvisionnement en pétrole. Par un raisonnement analogue, la Chine n'hésite pas non plus à sacrifier la qualité de ses relations avec le Japon au profit de son indépendance énergétique. Cette politique, sous-tendue par une logique d'affrontement, pourrait conduire à court terme, à un véritable conflit.

Les Etats-Unis sont de plus en plus préoccupés de l'attitude de la Chine vis-à-vis de des Etats qu'ils souhaitent circonscrire. Ainsi, en octobre 1997, la Chine a signé pendant la visite du Président Jiang Zemin à Washington une promesse de s'abstenir de prendre part à de nouvelles coopérations nucléaires avec l'Iran et a consenti à faire arrêter les ventes de certains missiles de croisière antinavire qui représentaient une menace pour le trafic commercial en cas de conflit. Bien que cet engagement chinois ait laissé des échappatoires considérables, notamment dans la distinction entre nouveaux et anciens contrats, il s'agit d'une avancée considérable pour l'amélioration des relations avec les États-Unis³⁰.

Pour autant, la Chine semble considérer les Etats-Unis comme un concurrent plutôt qu'un partenaire pour ce qui est de l'approvisionnement en pétrole. En effet, ce pays considère les États-Unis comme l'obstacle clé pour pénétrer le marché du pétrole. Avec l'utilisation du blocus pétrolier par les forces de l'OTAN durant le récent conflit du Kosovo, Pékin a pris conscience de l'influence américaine sur les flux énergétiques. C'est en raison de ce sentiment que les options d'approvisionnement et les alternatives prises par la Chine sont définies en termes de considérations sécuritaires plutôt que de faisabilité économique. Certains analystes chinois considèrent comme signes précurseurs les vives critiques sur les droits de l'homme et les ventes d'armes à Taiwan. Ils s'inquiètent de la mise en place de deux groupes aéronavals américains dans les eaux autour de Taiwan durant les essais de missiles chinois en 1996 ainsi que de la révision des accords de sécurité entre les États-Unis et le Japon, voire même du bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade.

Le motif d'inquiétude des chinois consiste à voir les États-Unis essentiellement comme une superpuissance à laquelle aucun Etat ou groupe d'Etats ne peut s'opposer. Cette logique d'affrontement, à laquelle semble s'être résignée la Chine, explique que dans le cadre de ses investissements, elle semble

³⁰En contre partie, les États-Unis ont levé les obstacles légaux pour reprendre les relations Sino-américaines dans le domaine de la coopération nucléaire. Cet accord a ouvert le chemin pour les entreprises des Etats-Unis pour prendre part à l'industrie nucléaire de la Chine. Cette coopération dans la non-prolifération des armements est un point important dans les relations américano-chinoises. Un non-respect des accords pourrait facilement entraîner des représailles économiques énergétiques que la Chine craint et ne peut pas se permettre d'endurer à l'heure actuelle

faire peu de cas des susceptibilités américaines. Ainsi, la Chine tend à investir massivement dans des pays appartenant à la sphère d'influence américaine ou dans des zones qui intéressent les deux pays en raison de leur richesse en pétrole.

Cette politique pourrait conduire à un véritable conflit entre ces deux pays. En effet, depuis l'affirmation de la « doctrine Carter » en 1980, les Etats-Unis se disent légitimés d'utiliser la force pour sécuriser leurs ressources. Les Etats-Unis considèrent le continent américain comme leur arrière cour énergétique et s'intéressent également fortement à l'Afrique.

Ainsi les investissements chinois dans les pays du continent américain et dans le domaine du pétrole sont particulièrement suivis par les américains. Or ces investissements sont importants au Venezuela, mais s'étendent aussi à un grand nombre de pays du continent. C'est ainsi que la Chine a réalisé des investissements importants au Canada dans le domaine du pétrole. En avril 2005 Petrochina et Enbridge ont signé un pré accord de 2 milliards de dollars concernant la construction de pipeline jusqu'à la côte ouest canadienne en vue d'un embarquement par tankers jusqu'à la Chine. Cet accord gêne tout particulièrement les américains qui, depuis 2001, considèrent le Canada comme un des piliers de la sécurité énergétique américaine, et ainsi pourrait conduire à une résurrection de doctrine Monroe concernant l'accès au pétrole sur leur continent. En ce qui concerne le Venezuela, Washington n'a pas renoncé à l'option « Schlesinger – Kissinger³¹ » et estime qu'un accord entre la Chine et un bloc pétrolier latino-américain serait assimilable à un embargo anti-américain. Parallèlement, Washington, aussi en quête de nouvelles sources d'approvisionnement en pétrole, souligne « l'importance stratégique du pétrole africain ». Ainsi, un rapport présenté par les experts du département d'état recommande une augmentation des importations de pétrole africain et une plus grande présence des Etats-Unis pour sécuriser ce continent, et notamment les réserves situées au large du golfe de Guinée. Là aussi Washington entre en concurrence avec Pékin.

Bien que les frictions les plus évidentes relatives au pétrole s'expriment entre Pékin et Washington, la compétition entre la Chine et le Japon débouche également sur des tensions. Deuxième importateur mondial de pétrole, sa proximité avec la Chine, et sa très forte dépendance en pétrole³² en fait un concurrent de plus en plus gênant. C'est ainsi que le désaccord sino-japonais sur le partage de la Mer de Chine orientale vient de refaire surface le 7 juillet 2005. Les deux pays ont signé en 1996 la Convention sur le droit de la mer, mais s'opposent sur son application dans cette zone. Le Japon, comme la Chine, cherche d'urgence à réduire sa dépendance envers le pétrole du Moyen-Orient. La ressource potentielle off-shore proche qu'offre la zone Senkaku/Diaoyu attise donc une concurrence brutale. Le 13 avril 2005, le gouvernement japonais a autorisé deux compagnies à entamer des recherches en gisement pétrolier à l'Est de la mer de Chine, à proximité des îles appelées Senkaku par les japonais et Diaoyu par les chinois

³¹ L'option « Schlesinger – Kissinger » consiste à ne tolérer, de la part des Etats-Unis, aucune menace de la part de pays sous-développés et sous peuplés et prône le cas échéant une intervention militaire

³² La consommation japonaise en pétrole est importée à 80%

et ont lancé fin juin une opération d'évaluation du gisement de gaz situé au NW d'Okinawa, à proximité des îles Senkaku (Diaoyu en chinois). Le vice-ministre Wang Yi - peut-être prochain ambassadeur à Tokyo - a immédiatement convoqué l'ambassadeur nippon à Pékin pour élever une protestation solennelle et exiger que la prospection japonaise soit abandonnée. Les Chinois, qui ont eux-mêmes fait au moins un forage dans la zone, "ne reconnaîtront jamais" la ligne médiane de partage des zones d'intérêt économique des deux pays, proposée par Tokyo. Le Japon, de son côté, n'a pas répondu à une offre chinoise d'exploitation en commun après reconnaissance des revendications de Pékin. L'opposition Chine-Japon sur ce différend territorial se durcit dans le contexte actuel et a déjà provoqué deux incidents navals à la fin de 2004. Les deux pays cherchent à interdire l'exploration off-shore de l'autre partie dans la zone et sont prêts à en venir aux mains. Cette querelle illustre la concurrence à laquelle se livrent ces pays pour s'approvisionner en pétrole et les conséquences dramatiques qu'elle pourrait avoir.

CONCLUSION

Après son entrée dans l'Organisation Mondiale du Commerce en 2001, l'économie chinoise a été de plus en plus liée au système économique mondial. La croissance économique chinoise depuis les années 80 a entraîné une augmentation du besoin énergétique pour le pays. Les conséquences se sont fait sentir essentiellement au niveau du pétrole car les besoins ont dépassé la production nationale depuis 1993. La Chine ne dispose pas de ressources suffisantes, et n'a pas su en tirer le maximum à temps, pour faire face à une consommation qui est devenue la deuxième plus forte du monde après les Etats-Unis. La Chine importe donc massivement du Moyen-Orient qui reste incontournable du fait de sa richesse dans cet hydrocarbure.

Selon certains spécialistes l'offre mondiale en pétrole ne pourrait plus suivre la consommation à court terme. Dans ce contexte de pénurie prévisible, la dépendance croissante de la Chine à l'égard de cet hydrocarbure lui impose une politique extérieure visant à sécuriser ses approvisionnements. Celle-ci prend en compte l'instabilité du Moyen-Orient ainsi que les capacités de nuisance des Etats-Unis à son encontre dans le domaine énergétique. Elle se concrétise donc par une politique de diversification qui s'appuie sur l'Asie centrale, l'Afrique et l'Amérique Latine et sur une volonté d'échapper à l'influence américaine par tous les moyens. Cette stratégie la conduit ainsi à courtiser des états parias riche en pétrole, ou ceux avec lesquels les relations avec les Etats-Unis sont conflictuelles, en jouant notamment de son statut aux Nations Unis et en utilisant la vente d'armes pour alléger la facture énergétique. Ainsi, cet objectif visant à être totalement indépendant des Etats-Unis se traduit par une véritable logique d'affrontement. Or, ce contexte de hausse des prix du pétrole, qui traduisent les inquiétudes concernant les capacités de production mondiale, pourrait exacerber les tensions et faire du pétrole un « casus belli » entre la Chine et les Etats-Unis, qui sont le concurrent potentiel le plus important et le plus susceptible en ce qui concerne le pétrole.

Pour autant, l'attitude chinoise s'explique aussi par la politique américaine. La Chine subit peut-être aujourd'hui les conséquences d'une logique d'affrontement initiée par les Etats-Unis eux-mêmes. Il est vrai que les interventions en Afghanistan et en Irak, même si elles sont fondées sur la lutte contre le terrorisme et la promotion de la démocratie, ne sont pas sans conséquences sur les conditions de l'approvisionnement en pétrole au Moyen-Orient. Elles peuvent permettre de limiter l'accès à certaines sources d'approvisionnement pour la Chine. De plus, l'hégémonie américaine peut amener un isolement de la Chine³³, d'autant plus rapide, si l'extension du Partenariat pour la Paix aux pays d'Asie Centrale se réalise. La Chine consciente de ces enjeux tente aussi par tous les moyens, mais avec des effets à plus long terme, de diminuer, ou tout au moins de stabiliser, cette dépendance à l'égard du pétrole en le remplaçant

³³ La « Stratégie du collier de perles » initiée par les américains a pour finalité un isolement de la Chine

par des sources d'énergie alternatives telles que le charbon et l'énergie nucléaire. C'est ainsi qu'en 2050, la Chine pourrait être le premier producteur d'énergie nucléaire. Elle pourrait aussi s'orienter vers une nouvelle structure énergétique accordant au gaz, une part plus importante. Les conséquences négatives sur la politique extérieure chinoise de cette recherche effrénée en pétrole pourraient alors perdre en acuité dans un avenir plus lointain. Dans cette perspective, Pékin vient de créer un office national de l'énergie qui ambitionne de ramener la dépendance énergétique de la Chine à moins de 5%, rapportée à la totalité de l'énergie consommée. Actuellement la Chine n'importe que 12% de l'énergie qu'elle consomme alors que les Etats-Unis en importent 40% et le Japon 80%. Il serait intéressant que ces efforts d'adaptation de la Chine, en vue de diminuer sa consommation en pétrole, puissent inspirer les Etats-Unis dont la consommation énergétique par habitant est, de très loin, la plus forte du monde. Elle est notamment au moins dix fois plus importante que la chinoise (cf. Fig9).

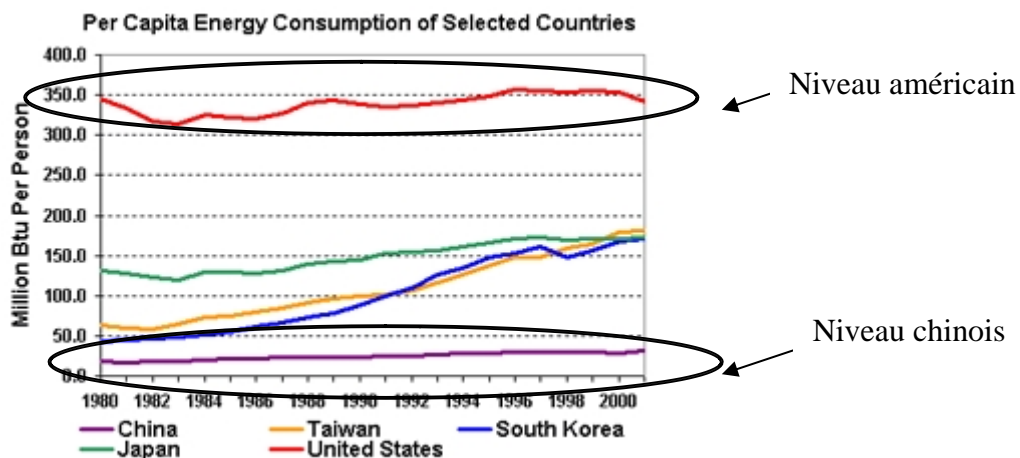
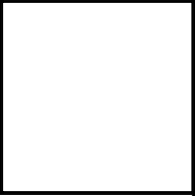


Fig9 : Evolution de la consommation énergétique par habitant dans 5 pays

SOMMAIRE

Introduction	1
1. le pétrole : un problème vital pour la Chine	2
1.1. La problématique mondiale liée au pétrole.	2
1.2. Un besoin en pétrole de plus en plus important	3
1.3. Une ressource nationale en quantité insuffisante et difficile à exploiter	7
1.4. Les difficultés et les défis à relever pour optimiser la production en pétrole	10
2. Une dépendance croissante qui nécessite une exploitation maximale des ressources et une diversification des importations.	16
2.1. Le développement des capacités de production et de l'autonomie nationale	16
2.2. La diversification des approvisionnements pétroliers	18
3. Une politique extérieure contrastée à cause du pétrole	25
3.1. Le pétrole : une raison pour coopérer	26
3.2. Des liaisons dangereuses et des pratiques désavouées	29
3.3. Une Chine plus menaçante à sa périphérie	30
3.4. Des relations de plus en plus difficiles avec les Etats-Unis et le Japon	32
Conclusion	35

BIBLIOGRAPHIE



Ouvrages :

- LEGAULT Bernard, LALIBERTE André, BASTIEN Frédéric, Le Triangle Russie/Etats-Unis/Chine un seul lit pour trois ?; les presses de l'université Laval ; 2004
- CHAUPRAGE Aymeric, Géopolitique du pétrole et de l'énergie au XXIe siècle, Ellipse, 2003
- DELESTRANGE Frédéric, PAILLARD Christophe-Alexandre, ZELENKO Pierre, Géopolitique du pétrole, Editions Technip ; 2005
- L'état du monde 2005

Articles de revues :

- François Lafargue - Stratégies chinoises en Amérique Latines – défense nationale – octobre 2005
- David Zweig et Bi Jianhai - China's global hunt for energy – Foreign Affairs - septembre / octobre 2005
- Rafael Kandiyoti - De nouvelles routes pour le pétrole et le gaz – Le monde diplomatique – Mai 2005
- Remi Perelman - L'énergie, talon d'Achille de la croissance chinoise – futures n°296 – avril 2004
- Remi Perelman - Chine/Russie : deux avenir possibles – futures n°296 – avril 2004
- Michel Jan - Quel avenir pour la Chine ? - futurible n°296 – avril 2004

Sites internet :

- [www. Question Chine.net](http://www.QuestionChine.net)
- www.checkpoint-online.ch
- World energy outlook 2005
- www.fe.doe.gov/international/EastAsia_and_Oceania.chinover.html - « An Energy overview of the peoples Republic of China »
- Diploweb.com - Général (CR) Daniel Schaeffer « Chine dépendances énergétiques et mesures de compensation » –Géopolitique de l'Asie – date de mise en ligne : 24 septembre 2004
- Geopolitis.net - « La Chine, le pétrole et l'Afrique » - par Chung-lian Jiang – 28-11-2004